

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 139
N° 17

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Eperera 1990

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 90-72 du 17 janvier 1990 portant diverses dispositions de droit commercial. (Arrêté n° 338 DRCL du 4 avril 1990 portant promulgation des articles 4 et 5 dudit décret) (Erratum). 557

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 296 CAB/DPC du 26 mars 1990 attribuant la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement au premier maître marin pompier Roland Susini. 558

Arrêté n° 326 AM du 30 mars 1990 nommant les assistants techniques de l'administrateur des affaires maritimes, chargé de l'enquête sur le naufrage du navire "Valhere" survenu à 50 milles environ dans l'est de Tahiti. 558

Décision n° 323 AC/DIR/TA du 3 avril 1990 relative à la désignation des instructeurs examinateurs habilités à faire subir les épreuves en vol en vue de l'obtention du brevet et de la licence de pilote privé "avion". 559

Arrêté n° 336 BPR du 4 avril 1990 relatif à l'élection des deux représentants des groupements de communes au sein de la commission d'élus de la dotation globale d'équipement des communes de Polynésie française. 559

Arrêté n° 339 BAC du 4 avril 1990 portant attribution d'un concours exceptionnel au profit de certaines communes membres du S.I.T.O.M. au titre de la répartition des crédits de l'exercice 1990. 559

Arrêté n° 342 CAB du 6 avril 1990 portant commissionnement de M. Lemoigne Loïc, adjoint technique principal du cadre territorial des travaux publics en fonction à la direction de l'équipement de la Polynésie française, pour constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux sur le territoire de la Polynésie française. 560

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

**DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE
OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Délibération n° 90-45 AT du 10 avril 1990 modifiant la délibération n° 69-88 du 2 octobre 1969 portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police. 561

Délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers. 561

Délégation n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures.	564
Délégation n° 90-48 AT du 10 avril 1990 relative aux mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle.	565
Délégation n° 90-49 AT du 10 avril 1990 accordant l'aval du territoire à l'Institut de la communication audiovisuelle (I.C.A.) pour un emprunt de 150.000.000 F CFP auprès de la banque Socredo.	565
Délégation n° 90-50 AT du 10 avril 1990 portant prorogation des dispositions de l'article 3 de la délibération n° 88-39 AT du 19 mai 1988 relative à l'exploitation en Polynésie française par la société "Windstar Sail Cruises Limited" du navire de croisière "Windsong".	566
Délégation n° 90-52 AT du 10 avril 1990 donnant garantie de bonne fin au crédit de 110.000.000 F CFP accordé par la Caisse centrale de coopération économique au port autonome de Papeete.	566
Délégation n° 90-53 AT du 12 avril 1990 portant création d'un haut conseil de la planification familiale.	567
Délégation n° 90-54 AT du 12 avril 1990 fixant des mesures en matière de transfert d'autorité parentale.	567
Délégation n° 90-55 AT du 12 avril 1990 modifiant les dispositions du code de procédure civile concernant l'autorité parentale.	568

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêté n° 184 PR du 6 avril 1990 portant désignation des correspondants du contrôle des dépenses engagées.	570
---	-----

VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DU PATRIMOINE CULTUREL

EXTRAITS

Arrêté n° 366 CM du 5 avril 1990 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française.	571
---	-----

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE ET DE LA CONSOMMATION

Arrêté n° 364 CM du 5 avril 1990 portant modification de l'arrêté n° 691 CM du 8 juin 1989 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation.	572
Arrêté n° 365 CM du 5 avril 1990 portant nomination de Mlle Nathalie Rocuet en qualité de directrice par intérim de l'Institut territorial de la consommation.	572
Arrêté n° 1483 MAF/AS du 9 avril 1990 complétant l'arrêté n° 1660 MAF/AS du 14 avril 1989 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales.	573

EXTRAITS

Arrêté n° 1486 MAF du 9 avril 1990 chargeant l'adjoint du chef de service d'assurer, par intérim, la fonction de chef de service du service pénitentiaire de Polynésie française.	573
Arrêtés n° 374 et n° 375 CM du 12 avril 1990 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-90 et n° 2-90 IME de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Taitau portant respectivement maintien à leur poste des personnels de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Taitau et nombre et nature des postes ouverts au budget de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Taitau.	573
Arrêtés n° 377 à n° 380 CM du 12 avril 1990 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 3-90 à n° 6-90 IME de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Taitau : - approuvant la nomination du directeur de l'Institut ; adoptant le budget primitif de l'Institut pour l'exercice 1990 ; portant attribution d'indemnités de responsabilité à certains personnels de l'Institut et portant création d'une commission paritaire consultative de l'Institut.	573

MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

EXTRAITS

- Arrêté n° 1485 MME du 9 avril 1990 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'aménagement de l'aérodrome de Maupiti (archipel des îles Sous-le-Vent), à la classe D2. 574
- Arrêté n° 1571 MME du 17 avril 1990 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tikehau (archipel des Tuamotu). 574

MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

EXTRAITS

- Arrêtés n° 368 à n° 370 CM du 5 avril 1990 rendant exécutoires les délibérations n° 5 à n° 7-90 CHT portant respectivement : - modification du budget du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1990 ; - habilitation du président du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial à autoriser les poursuites par voie de saisie mobilière ou immobilière ; - admission en non-valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 250.303.849 F. 574
- Arrêté n° 1484 MSE du 9 avril 1990 autorisant M. Jean-Jacques Chanteau, directeur du Syndicat central de l'hydraulique, à installer et exploiter une unité de désinfection d'eau potable au chlore gazeux et un dépôt de chlore (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Taïarapu-Est). 574
- Arrêté n° 1555 MSE du 11 avril 1990 portant organisation du concours d'entrée à l'école de formation de sages-femmes de la Polynésie française (session des 28 et 29 mai 1990). 575

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES

EXTRAITS

- Arrêté n° 361 CM du 5 avril 1990 portant nomination au cabinet du ministre du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières (Mme Pascale Montbarbon). 575
- Arrêté n° 376 CM du 12 avril 1990 autorisant l'acquisition d'un ensemble immobilier sis à Haapu (commune de Huahine). .. 575
- Arrêté n° 381 CM du 12 avril 1990 autorisant l'aliénation au profit de M. et Mme Claude Tehuriavero Rochette d'une parcelle de terrain domanial à Papeete. 576

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

EXTRAITS

- Arrêté n° 362 CM du 5 avril 1990 définissant la composition de la commission territoriale de l'éducation spéciale et des commissions de circonscription de l'enseignement préscolaire et élémentaire. 576
- Arrêté n° 363 CM du 5 avril 1990 accordant un prêt d'études professionnelles à M. Karim Christian Chin Foo pour l'accomplissement de sa formation pratique de pilote professionnel. 580
- Arrêté n° 1553 MED/PEL du 11 avril 1990 portant organisation d'un concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un technicien en informatique, agent contractuel de la 1^{re} catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. 580
- Arrêté n° 382 CM du 12 avril 1990 modifiant l'arrêté n° 1263 CM du 22 novembre 1988 portant désignation des commissaires de gouvernement des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré. 580

MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- Arrêté n° 1459 MEF du 6 avril 1990 portant délégation de signature à MM. Thierry Teai et Christian Mou, agents du service du plan et de l'aménagement du territoire. 580

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

EXTRAITS

Arrêté n° 358 CM du 5 avril 1990 rendant exécutoire la délibération n° 90-1 OTHS du 16 février 1990 approuvant le budget primitif de l'exercice 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.	581
Arrêté n° 359 CM du 5 avril 1990 habilitant le Président du gouvernement du territoire à signer une convention avec l'Office territorial de l'habitat social.	581
Arrêté n° 360 CM du 5 avril 1990 rendant exécutoire la délibération n° 90-8 OTHS du 29 mars 1990 approuvant les modifications du budget de l'exercice 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.	581
Arrêté n° 1458 MUR du 6 avril 1990 autorisant M. Henri Jay à étendre le lotissement de sa propriété, par la création d'un nouveau lot sur une parcelle de la terre Faretiara, sise à Arue, cadastrée n° 33, section V.	581
Arrêté n° 1662 MUR du 18 avril 1990 — Avenant à l'arrêté n° 906 MUR du 23 février 1990 autorisant la réalisation de la 2 ^e tranche du lotissement Lichon par M. Louis Lichon, sur une partie de la parcelle cadastrée n° 77, section A.L (partie de l'ancienne propriété Bonnet) sise à Punaauia.	581

ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

Arrêtés n° 90-12 à n° 90-14 Prés./AT du 10 avril 1990 portant compléments à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.	582
--	-----

ACTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

EXTRAITS

Exequatur accordés à des consuls (J.O.R.F. n° 80 du 4 avril 1990, page 4147).	583
--	-----

ACTES DES AUTORITÉS TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent, des Tuamotu-Gambier et des îles Sous-le-Vent pour le mois de mars 1990.	583
2°) Certificat d'achèvement des travaux n° 468 MUR/AU du 17 avril 1990 délivré à la S.A.E.M. Fare de France pour la réalisation de la 3 ^e tranche du lotissement Fautaua Val, de 17 logements, sis à Pirae.	588
Commune de Papeete. — Etat récapitulatif des autorisations des travaux immobiliers de Papeete pour les mois de février et mars 1990.	588
Institut territorial de la statistique. — 1°) Indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de mars 1990. ...	589
2°) Indices et index mensuel du bâtiment et des travaux publics pour le mois de mars 1990.	589
Enquête publique :	
— M. Lai Ah Che Téking, commune de Hitiaa O Te Ra.	589

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	589
Annonces diverses.	592

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES PROMULGUÉS**

ERRATUM — La présente publication de l'arrêté n° 338 DRCL du 4 avril 1990 portant promulgation des articles 4 et 5 du décret n° 90-72 du 17 janvier 1990 portant diverses dispositions de droit commercial et la publication du décret n° 90-72 du 17 janvier 1990 susmentionné annulent et remplacent la publication du décret n° 90-72 du 17 janvier 1990, parue au J.O.P.F. n° 16 du 9 avril 1990, page 543.

ARRETE n° 338 DRCL du 4 avril 1990 portant promulgation des articles 4 et 5 du décret n° 90-72 du 17 janvier 1990 portant diverses dispositions de droit commercial.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

— les articles 4 et 5 du décret n° 90-72 du 17 janvier 1990 portant diverses dispositions de droit commercial, parus au J.O.R.F. n° 17 du 20 janvier 1990, page 840.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 1990.
Jean MONTPEZAT.

DECRET n° 90-72 du 17 janvier 1990 portant diverses dispositions de droit commercial.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu le code de commerce, notamment l'article 10 ;

Vu le code de l'organisation judiciaire, notamment les articles L. 311-14 et L. 412-15 ;

Vu le nouveau code de procédure civile, notamment l'article 422 ;

Vu le règlement C.E.E. n° 2137-85 du Conseil des communautés européennes du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) ;

Vu la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée sur les sociétés commerciales ;

Vu la loi n° 89-377 du 13 juin 1989 relative aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique ;

Vu le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 modifié sur les sociétés commerciales ;

Vu le décret n° 67-238 du 23 mars 1967 modifié instituant un *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* ;

Vu le décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 modifié pris en application de la loi n° 83-353 du 30 avril 1983 et relatif aux obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés ;

Vu le décret n° 84-406 du 30 mai 1984 modifié relatif au registre du commerce et des sociétés ;

Vu l'avis émis par le comité consultatif de Nouvelle-Calédonie le 6 décembre 1989 en application de l'article 68, alinéa 3, de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décède :

Art. 4.— Il est ajouté au décret n° 67-236 du 23 mars 1967 modifié sur les sociétés commerciales un article 248-14 ainsi rédigé :

"Art. 248-14.— Pour l'application du 2° de l'article 357-2 de la loi sur les sociétés commerciales, les seuils que ne doit pas dépasser, dans les conditions fixées à cet article, l'ensemble constitué par une société et les entreprises qu'elle contrôle sont fixés ainsi qu'il suit :

"1° Total du bilan : 100 millions de francs ;

"2° Montant net du chiffre d'affaires : 200 millions de francs ;

"3° Nombre moyen de salariés permanents : 500.

"Ces chiffres sont calculés globalement pour l'ensemble des entreprises concernées selon la méthode définie aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 17 du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983."

Art. 5.— L'article 4 du présent décret est applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.

Fait à Paris, le 17 janvier 1990.

Michel ROCARD.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pierre ARPAILLANGE.

*Le ministre de l'industrie
et de l'aménagement du territoire,*
Roger FAUROUX.

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*
Louis LE PENSEC.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 296 CAB/DPC du 26 mars 1990 attribuant la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement au premier maître marin pompier Roland Susini.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924, relatif à l'attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement ;

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée,

Arrête :

Article 1er.— La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Roland Susini, premier maître marin pompier à la base marine de Papeete.

Art. 2.— M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 1990.

Jean MONTPEZAT.

ARRETE n° 326 AM du 30 mars 1990 nommant les assistants techniques de l'administrateur des affaires maritimes, chargé de l'enquête sur le naufrage du navire "Vaihere" survenu à 50 milles environ dans l'est de Tahiti.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu les articles 36 bis, 36 ter et 86 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, modifiée notamment par la loi du 4 août 1962 ;

Vu le décret n° 63-891 du 24 août 1963 relatif aux enquêtes sur les pertes de navires, abordages et autres accidents de mer ;

Vu la décision n° 210 AM du 22 mars 1990 de l'administrateur des affaires maritimes ouvrant une enquête nautique sur le naufrage du navire "Vaihere",

Arrête :

Article 1er.— MM. Gaston Martin, inspecteur de la navigation, Ollivier Amaru, capitaine de la marine marchande, sont désignés pour assister l'administrateur des affaires maritimes B. Lecomte, chargé de l'enquête nautique sur le naufrage du navire "Vaihere" le 20 mars 1990.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef du service des affaires maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 1990.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

DECISION n° 323 AC/DIR/TA du 3 avril 1990 relative à la désignation des instructeurs examinateurs habilités à faire subir les épreuves en vol en vue de l'obtention du brevet et de la licence de pilote privé "avion".

Le directeur de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu l'arrêté du 4 juin 1980 fixant le programme d'instruction et le régime de l'examen du brevet de la licence de pilote privé "avion" promulgué dans le territoire par arrêté n° 6459 AA du 5 août 1980 (J.O.P.F. du 31 août 1980),

Décide :

Article 1er.— Conformément à l'arrêté susvisé, sont désignés instructeurs examinateurs habilités à faire subir les épreuves en vol en vue de l'obtention du brevet et de la licence de pilote privé "avion" les instructeurs de pilote privé "avion", dont les noms suivent :

MM. Doucet Gérard, Dussaud Robert, Delile Daniel, Dussard Régis, Gérault Alain, Ordoux Jean-Claude, Simantob Jean-Luc, Thubert Philippe, Voisin Charles, Vanherpen Bernard.

Art. 2.— Ces instructeurs examinateurs ne seront habilités à instruire et à faire subir les épreuves en vol que sous réserve de la validité de leur licence et qualification d'instructeur.

Art. 3.— Le présent état des instructeurs examinateurs est susceptible d'être modifié sur simple décision du directeur de l'aviation civile.

Fait à Faaa, le 3 avril 1990.
Guy YEUNG.

ARRETE n° 336 BPR du 4 avril 1990 relatif à l'élection des 2 représentants des groupements de communes au sein de la commission d'élus de la dotation globale d'équipement des communes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement ;

Vu le décret n° 86-419 du 12 mars 1986 modifié relatif à la dotation globale d'équipement des communes des territoires d'outre-mer modifié par le décret n° 86-1112 du 15 octobre 1986 ;

Vu l'arrêté n° 80 BPR du 18 janvier 1990 portant organisation de l'élection des 2 représentants des groupements de communes au sein de la commission d'élus relative à la dotation globale d'équipement ;

Vu le procès-verbal du 30 mars 1990 de la commission de recensement des bulletins de vote de l'élection des membres de la commission d'élus de la D.G.E. (collège des groupements de communes) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La commission de recensement du haut-commissariat de la République en Polynésie française s'est réunie le 30 mars 1990 à 9 h pour procéder au dépouillement des enveloppes adressées par pli recommandé et relatives à l'élection de 2 représentants des groupements de communes au sein de la commission d'élus de la dotation globale d'équipement.

Ont été déclarés élus les candidats suivants :

Collège de groupements de communes :

- M. Jacque Graffe, président du syndicat Te Oropaa,
- M. Boris Léontieff, président du Syndicat intercommunal pour le traitement des ordures ménagères (S.I.T.O.M.).

Art. 2.— Le mandat des membres ainsi désignés expirera à l'occasion du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 1990.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raymond VERGNE.

ARRETE n° 339 BAC du 4 avril 1990 portant attribution d'un concours exceptionnel au profit de certaines communes membres du S.I.T.O.M. au titre de la répartition des crédits de l'exercice 1990.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu la décision prise par le comité de gestion du F.I.P. lors de ses réunions d'orientation du 24 novembre 1989 et de répartition du 9 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits de fonctionnement mis en répartition au titre de l'exercice 1990, il est versé à certaines communes membres du S.I.T.O.M., conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, un concours exceptionnel de 55.895.000 F CFP, destiné à financer en partie en 1990 le service de traitement et de transport des ordures ménagères assuré par ce groupement intercommunal.

Les communes attributaires de ces dotations sont tenues de les reverser immédiatement au S.I.T.O.M.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le receveur municipal des îles du Vent, le chef du bureau des affaires communales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 1990.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

ANNEXE

à l'arrêté n° 339 BAC du 4 avril 1990
portant attribution d'un concours exceptionnel
au profit de certaines communes membres du S.I.T.O.M.
au titre de la répartition des crédits du F.I.P., exercice 1990.

(en F CFP)

Communes	Ventilation du concours exceptionnel
Arue	1.638.000
Hitiaa O Te Ra	2.511.000
Mahina	5.824.000
Paea	4.622.000
Papara	2.460.000
Papeete	21.810.000
Pirae	2.850.000
Punaauia	8.321.000
Taiaarapu-Est	2.500.000
Teva I Uta	3.359.000
TOTAL	55.895.000

ARRETE n° 342 CAB du 6 avril 1990 portant commissionnement de M. Lemoigne Loïc, adjoint technique principal du cadre territorial des travaux publics en fonction à la direction de l'équipement de la Polynésie française pour constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux sur le territoire de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 3 - 13° ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 1317 PR du 20 septembre 1955 instaurant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la décision n° 631 TP du 6 mars 1968 portant création d'une commission de police de la voirie ;

Vu l'arrêté n° 44 AA/TP du 9 janvier 1969 rendant exécutoire la délibération n° 68-138 du 12 décembre 1968 portant réglementation des extractions de sable, de roches et cailloux dans les rivières, cours d'eau ou sur les bords de mer ;

Vu les articles 22 à 29 du code de procédure pénale ;

Vu la lettre n° 344 DD/PG du 18 mai 1984 de M. le procureur général près la cour d'appel de Papeete ;

Vu la demande du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Lemoigne Loïc, adjoint technique principal du cadre territorial des travaux publics en fonction à la direction de l'équipement du territoire de la Polynésie française, est commissionné pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux dans le territoire de la Polynésie française conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en Polynésie française.

Art. 2.— A cet effet, M. Lemoigne Loïc prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le procureur général près la cour d'appel de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, qui sera notifié au Président du gouvernement du territoire (ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie).

Fait à Papeete, le 6 avril 1990.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 90-45 AT du 10 avril 1990 modifiant la délibération n° 69-88 du 2 octobre 1969 portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 55-1627 du 7 décembre 1955 modifiant les dispositions du décret du 13 juin 1912 relatif au régime des déplacements des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 66-619 du 10 août 1966 relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les missions des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France, articles 2, 3 et 4 ;

Vu la délibération n° 69-88 du 2 octobre 1969 portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 15 mars 1990 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 12 mars 1990 ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 47-90 du 2 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Le premier alinéa de l'article 39 de la délibération susvisée du 2 octobre 1969 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les témoins retenus en dehors de leur résidence par l'accomplissement de leurs obligations ont droit, pour chaque journée de séjour, à une indemnité fixée par référence à l'indemnité journalière de déplacement des fonctionnaires civils de l'Etat en mission dans les îles du Vent, groupe 1".

Art. 2.— L'alinéa 2 de l'article 43 de la délibération susvisée du 2 octobre 1969 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Elle est fixée par référence à l'indemnité journalière de déplacement des fonctionnaires civils de l'Etat en mission dans les îles du Vent, groupe 1".

Art. 3.— Le 6° de l'article 65 de la délibération susvisée du 2 octobre 1969 est remplacé par les dispositions suivantes :

"6°) pour le transport et le séjour du magistrat chargé de procéder à la vérification des registres de l'état civil, et pour le transport et le séjour du magistrat et des experts qui l'accompagnent pour le contrôle des officiers publics et ministériels :"

Art. 4.— Les articles 1er et 2 de la présente délibération sont applicables à compter du 1er mars 1990.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-146 du 29 février 1961 portant institution d'une taxe spéciale de consommation sur l'essence de pétrole ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant une taxe de péréquation sur les hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 portant approbation de mesures fiscales nouvelles applicables à l'importation et notamment son article 2 ;

Vu la délibération n° 87-130 AT du 17 décembre 1987 portant modification de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1988 ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 2 avril 1990 pris en conseil des ministres dans sa séance du 28 mars 1990 ;

Vu le rapport n° 48-90 du 2 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers est modifié comme suit :

TARIF N°	CODE DU S.II.	DESIGNATION DES PRODUITS	CÔDIFICATION	QUANTITE COMP.	AUTRES REGLEMEN- TATIONS	DROITS ET TAXES			EXPORT.
						IMPORTATION			
						D.D.	H.E.	Autres	
27.10	27.10.00	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes ; préparations non dénommées ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base --- Huiles légères et moyennes utilisées dans l'aéronautique ---- Carburateurs destinés à l'avitaillement (7) ---- Essences d'aviation destinées à l'avitaillement (7) ---- Essences réservées à d'autres usages ---- Autres huiles destinées à l'avitaillement (7) --- Autres huiles légères et moyennes ---- Supercarburant ---- White Spirit ---- Pétrole lampant pour usages domestiques ---- Pétrole lampant autre --- Autres essences --- Huiles lourdes ---- Diesel marine léger ---- Fioul à 1% de teneur en soufre et moins ---- Autre fioul ---- Gazole destiné à la pêche hauturière ---- Autre gazole ---- Huiles lubrifiants et autres huiles lourdes ---- Huiles lubrifiantes destinées à la pêche hauturière ---- Préparations à base d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux	 27 10.00.11 27 10.00.12 27 10.00.13 27 10.00.19 27 10.00.21 27 10.00.22 27 10.00.23 27 10.00.24 27 10.00.29 27 10.00.31 27 10.00.32 27 10.00.33 27 10.00.36 27 10.00.39 27 10.00.44 27 10.00.45 27 10.00.51	 Litre - - - - - - - - - - - -<					

(1) - Taxe de statistique par T/M.

(2) - Taxe de consommation : 27.10.00.21 et 27 10.00.29 : 39 F CFP, 27.10.00.23 et 27 10.00.39 : 12 F CFP, 27.10.00.31 : 21 F CFP

(3) - Taxe de péréquation sur les hydrocarbures : 27.10.00.21 et 27.10.00.29 : 4,90 F CFP, 27.10.00.23 : 2 F CFP, 27.10.00.31 et 27.10.00.39 : 1,10 F CFP

(4) - Provisoirement suspendu (délibération du 20/11/1956, n°59 du 21/06/1958, et 59.11 du 3/2/1959)

(5) - Valeur taxable forfaitaire retenue pour le calcul des droits et taxes ad valorem

(6) - Taxe de statistique par quintal

(7) - Exonération de tous les droits et taxes y compris la taxe de péage (Art. 161 du Code des Douanes)

(8) - Taxe sur l'essence : 27.10.00.21 et 27.10.00.29 : 5 F CFP.

FARIF N°	CODE DU S.H.	DESIGNATION DES PRODUITS	CODIFICATION	QUANTITE COMP.	AUTRES REGLEMEN- TATIONS	DROITS ET TAXES IMPORTATION			EXPORT.
						D.D.	D.E.	Autres	
27.11		Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux							
		- Liquéfiés :							
	27.11.11	- - Gaz naturel	27.11.11.10	Kilo net		10% (2)	T.R.	(1)	(1)
	27.11.12	- - Propane	27.11.12.00	-		-	-	(1) (3)	-
	27.11.13	- - Butanes							
		--- Conditionnés pour la vente au détail	27.11.13.10	-		-	-	-	-
		--- Autres	27.11.13.90	-	(4)	-	-	-	-
	27.11.14	- - Ethylène, Propylène, butylène et butadiène	27.11.14.00	-		-	-	(1)	-
	27.11.19	- - Autres	27.11.19.00	-		-	-	-	-
		- A l'état gazeux :							
	27.11.21	- - Gaz naturel	27.11.21.00	m3		-	-	-	-
	27.11.29	- - Autres	27.11.29.00	-		-	-	-	-
27.12		Vaseline ; paraffine ; cire de pétrole microcristalline, "slack wax", ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits similaires obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés							
	27.12.10	- Vaseline	27.12.10.00			10%	T.O.	(1)	(1)
	27.12.10	- Paraffine contenant en poids de 0,75% d'huile	27.12.20.00			-	-	-	-
	27.12.90	- Autres	27.12.90.00			-	-	-	-

(1) - Taxe de statistique par T/M.

(2) - Provisoirement suspendu (délibération du 20/06/1958 et 03/02/1959)

(3) - Taxe de péréquation sur les hydrocarbures : 6 F CFP

(4) - Valeur taxable forfaitaire retenue pour le calcul des droits et taxes ad valorem

Art. 2.— Les taxes de péréquation fixées à l'article 1er de la présente délibération permettent d'uniformiser le prix des produits pétroliers relevant des codifications 27.10.00.21 (supercarburant), 27.10.00.23 (pétrole lampant), 27.10.00.32 (fioul), 27.10.00.36 (gazole), 27.10.00.39 (gazole) et 27.11.13.90 (gaz butane) dans le territoire.

Art. 3.— La délibération n° 87-130 AT du 17 décembre 1987 et toutes dispositions contraires à celles de la présente délibération sont abrogées.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 2 avril 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 48-90 du 2 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé dans les écritures du payeur de la Polynésie française, un compte hors budget du territoire et hors "Fonds d'intervention et de solidarité" (F.I.S.), dénommé "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" (F.R.P.H.).

Art. 2.— Ce fonds a pour objet d'éviter les fluctuations brutales de prix des hydrocarbures destinés à la consommation intérieure qui relèvent des numéros de nomenclature douanière suivants :

- "Supercarburant" relevant de la codification douanière 27.10.00.21
- "Pétrole lampant pour usage domestique" relevant de la codification douanière 27.10.00.23
- "Diesel marine léger" relevant de la codification douanière 27.10.00.31
- "Gazole destiné à la pêche hauturière" et "autre gazole" relevant des codifications douanières 27.10.00.36 et 27.10.00.39
- "Fioul" relevant de la codification douanière 27.10.00.32

- Gaz de pétrole : "butane autres" relevant de la codification douanière 27.11.13.90.

Art. 3.— Les ressources du Fonds sont constituées par les recettes résultant du produit du montant de stabilisation défini à l'article 7 de la présente délibération, quand il est positif, par la quantité d'hydrocarbure concerné, exprimée en kilogramme pour le gaz et en litre pour chacun des autres produits, mise à la consommation par les importateurs.

Ces sommes sont versées au F.R.P.H. par les importateurs. Elles sont exigibles huit jours après la date de dépôt des déclarations de mise à la consommation du produit concerné au service des douanes et des droits indirects et leur versement doit intervenir dans les quinze jours qui suivent la notification de l'avis des sommes à payer. En cas de retard de paiement constaté par le payeur du territoire, le montant des sommes à payer peut être majoré de 10 %.

Art. 4.— Les dépenses du Fonds correspondent au montant du produit du montant de stabilisation défini à l'article 7 de la présente délibération, quand il est négatif, par la quantité d'hydrocarbure concerné, exprimée en kilogramme pour le gaz et en litre pour chacun des autres produits, mise à la consommation par les importateurs.

Ces sommes sont versées aux importateurs par le F.R.P.H., dans les mêmes délais que ceux fixés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5.— Les recettes du F.R.P.H. disponibles en fin d'exercice sont automatiquement reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Art. 6.— Le service des douanes et des droits indirects établit et transmet au Fonds un état des quantités, exprimées en kilogramme pour le gaz et en litre pour chacun des autres produits. Pour ces derniers, les états sont établis par décade.

Art. 7.— Les montants de stabilisation sont fixés par arrêté pris en conseil des ministres.

Ils sont définis, en F CFP par kilo pour le gaz butane et en F CFP par litre pour chacun des autres produits mentionnés à l'article 2 de la présente délibération.

Art. 8.— Le service des affaires économiques est chargé de la gestion du F.R.P.H.. Il rend compte de la gestion du Fonds au conseil des ministres.

Il est chargé de la liquidation des recettes et des dépenses effectuées sur ce Fonds.

Art. 9.— Des arrêtés pris en conseil des ministres préciseront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente délibération et les modalités de fonctionnement du F.R.P.H.

Art. 10.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-48 AT du 10 avril 1990 relative aux mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié, relatif à la formalité de l'enregistrement ;

Vu le code des impôts directs ;

Vu la délibération n° 88-12 AT du 11 février 1988 portant création de la licence et de la carte professionnelle de pêche hauturière ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 3 mars 1988 fixant les modalités d'attribution, de renouvellement et de retrait de la licence de pêche professionnelle hauturière ;

Vu l'arrêté n° 182 CM du 13 février 1990 pris en conseil des ministres dans sa séance du 7 février 1990 ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 45-90 du 2 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er. — Peuvent bénéficier de tout ou partie des mesures fiscales définies par la présente délibération, les propriétaires exploitants qui font construire en Polynésie française ou dans la Communauté économique européenne des navires de pêche répondant aux caractéristiques précisées à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Les navires doivent battre pavillon français, avoir plus de 15 m de longueur hors tout, être reconnus aptes à naviguer au moins en 2e catégorie et être titulaires d'une licence de pêche hauturière professionnelle délivrée par le ministre chargé de la mer.

Art. 3. — Tout ou partie des avantages suivants peuvent être accordés au titre de la présente délibération :

- la suspension des droits de douanes, du droit fiscal d'entrée et des taxes parafiscales, à l'exclusion des droits de péage, applicables à ces navires et aux premiers équipements et matériels de pêche qui leur sont destinés ;
- la suspension des droits de douanes, du droit fiscal d'entrée et des taxes parafiscales, à l'exclusion des droits de péages applicables aux matières premières, aux produits semi-finis, aux produits finis et notamment aux machines, appareils, agrès,

nécessaires à la construction, la propulsion et l'équipement de ces navires, mis en œuvre et montés par un chantier naval implanté en Polynésie française ;

- l'exonération des droits d'enregistrement relatifs aux actes de constitution de société et d'acquisition de ces navires dans la limite d'un plafond qui sera fixé par l'arrêté mentionné à l'article 4 de la présente délibération ;
- l'exonération totale pendant une période de trois ans, à compter de la date de mise en exploitation du navire, des impôts directs suivants : contributions des patentes, impôt sur les transactions ou impôt sur les bénéfices des sociétés. L'exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Art. 4. — L'octroi de ces avantages est fixé par un arrêté du conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la mer et est subordonné à la signature d'une convention entre le territoire et le bénéficiaire dont le modèle type fera l'objet d'un arrêté en conseil des ministres.

Art. 5. — La convention mentionnée à l'article 4 définit les engagements du territoire et les obligations du bénéficiaire. Sauf cas de force majeure constaté par arrêté du ministre chargé de la mer, tout manquement par le bénéficiaire aux obligations prévues dans la convention entraînera le retrait immédiat de tout ou partie des avantages acquis sans préjudice s'il y a lieu des pénalités prononcées en application du code des douanes et du code des impôts directs, et notamment le paiement des droits et taxes qui ont été suspendus. Le retrait de ces avantages est prononcé par arrêté en conseil des ministres.

Art. 6. — Sous les conditions fixées aux articles 4 et 5 précités, les propriétaires exploitants de navires de pêche, répondant aux caractéristiques définies à l'article 2 et acquis ou mis en chantier à l'extérieur de la Communauté économique européenne avant la publication de la présente délibération, peuvent bénéficier de tout ou partie des avantages prévus à l'article 3 ci-dessus.

Art. 7. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-49 AT du 10 avril 1990 accordant l'aval du territoire à l'Institut de la communication audiovisuelle (I.C.A.) pour un emprunt de 150.000.000 F CFP auprès de la banque Socredo.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 septembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu les délibérations n° 83-129 du 26 août 1983 et n° 84-48 du 26 avril 1984 portant réglementation de la procédure applicable aux dotations affectées aux dépenses en capital du territoire ;

Vu la délibération n° 89-146 AT du 23 décembre 1989 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1990 ;

Vu la demande présentée par le directeur de l'Institut de la communication audiovisuelle ;

Vu l'arrêté n° 1468 CM du 28 décembre 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 27 décembre 1989 ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 371 CM du 6 avril 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90-12 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 49-90 du 10 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française accorde sa garantie à l'Institut de la communication audiovisuelle pour le remboursement d'un emprunt de *cent cinquante millions de francs CFP* (150.000.000 F CFP) que cet établissement se propose de contracter auprès de la Socrédo pour une durée de 5 ans.

Le taux d'intérêt appliqué sera de 11,75 %. Au cas où ledit établissement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes qu'il doit aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en son lieu et place, à hauteur des montants restant à percevoir par l'établissement bancaire, sur simple demande écrite de celui-ci.

Art. 2.— Le territoire de la Polynésie française s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de l'emprunt avalisé.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est autorisé à intervenir au nom du territoire pour la signature de la convention d'aval.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-50 AT du 10 avril 1990 portant prorogation des dispositions de l'article 3 de la délibération n° 88-39 AT du 19 mai 1988 relative à l'exploitation en Polynésie française par la société "Windstar Sail Cruises Limited" du navire de croisière "Windsong".

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-14 AT du 19 janvier 1989 portant suspension des droits de douane, droits d'entrée et des taxes parafiscales relatifs aux matériaux importés entrant dans la fabrication locale des aliments pour animaux ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-39 AT du 19 mai 1988 relative à l'exploitation en Polynésie française par la société "Windstar Sail Cruises Limited" du navire de croisière "Windsong" ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 373 CM du 6 avril 1990 pris en conseil des ministres dans sa séance du 28 mars 1990 ;

Vu l'arrêté n° 90-13 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 50-90 du 10 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Le régime d'exonération des droits et taxes défini à l'article 3, alinéa 1er, de la délibération n° 88-39 AT du 19 mai 1988 est prorogé pour la période comprise entre le 1er juillet 1990 et le 31 décembre 1993.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-52 AT du 10 avril 1990 donnant garantie de bonne fin au crédit de 110.000.000 FCP accordé par la Caisse centrale de coopération économique au port autonome de Papeete.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Port autonome de Papeete", modifié par arrêté n° 695 CM du 8 juin 1989 ;

Vu la convention d'ouverture de crédit n° 42.840.30.013.0.V entre la Caisse centrale de coopération économique et le port autonome ;

Vu la délibération n° 1-90 du 19 février 1990 du conseil d'administration du port autonome de Papeete habilitant le président du conseil d'administration et le directeur du port autonome à signer une convention de prêt de 110.000.000 FCP avec la Caisse centrale de coopération économique ;

Vu l'arrêté n° 299 CM du 14 mars 1990 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 12 mars 1990 ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 46-90 du 2 avril 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 10 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française donne sa garantie de bonne fin au crédit de 110.000.000 francs Pacifique, équivalant à 6.050.000 francs français, outre les intérêts de retard et moratoires, frais et accessoires quelconques y afférents, consenti par la Caisse centrale de coopération économique au port autonome de Papeete pour lui permettre de réaliser des travaux de remise en état du pont de Fare Ute.

Les modalités de l'emprunt seront celles fixées par la convention d'ouverture de crédit n° 42.840.30.013.0.V, le taux d'intérêt nominal étant de 6 % l'an, l'emprunteur bénéficiant d'un différé de remboursement de 2 ans et le remboursement devant être effectué par 26 semestrialités constantes courant sur 15 années.

Au cas où le port autonome de Papeete, établissement public doté de l'autonomie financière, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse centrale de coopération économique par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de la recette prévue ci-dessus, ni exiger que la Caisse centrale de coopération économique discute au préalable l'établissement défaillant.

Art. 2.— Le territoire de la Polynésie française s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est autorisé à intervenir, au nom du territoire, pour la signature de la convention d'aval.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-53 AT du 12 avril 1990 portant création d'un haut conseil de la planification familiale.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 306 CM du 22 mars 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française, en signalant l'urgence ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 52-90 du 11 avril 1990 de la commission de la santé et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 12 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé un haut conseil ayant pour vocation l'étude de tous les aspects réglementaires, techniques, sociaux et financiers liés à la planification familiale.

Art. 2.— La planification familiale s'entend comme l'ensemble des mesures techniques et éducatives permettant aux couples de s'unir sans craindre la survenue d'une grossesse non souhaitée, et de choisir librement selon leurs possibilités et leur désir le nombre d'enfants qu'ils auront, le moment de leur naissance, et l'intervalle entre deux naissances.

Art. 3.— Le haut conseil de la planification familiale est obligatoirement consulté sur tout projet de texte relatif ;

- à l'interruption volontaire de grossesse ;
- à la contraception ;
- à la politique de régulation des naissances.

Art. 4.— La composition et le fonctionnement du haut conseil de la planification familiale font l'objet d'un arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-54 AT du 12 avril 1990 fixant des mesures en matière de transfert d'autorité parentale.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 353 CM du 3 avril 1990 soumettant deux projets de délibération fixant des mesures en matière de transfert d'autorité parentale et modifiant les dispositions du code de procédure civile concernant l'autorité parentale ;

Vu l'arrêté n° 90-14 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 53-90 du 11 avril 1990 de la commission de la santé et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 12 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— Toute association dont l'objet est d'apporter son concours aux personnes effectuant des démarches en vue d'une délégation de l'autorité parentale doit avoir obtenu préalablement l'agrément délivré par arrêté du gouvernement territorial pris en conseil des ministres.

Art. 2.— Les annonces faites par voie de presse ou par tout autre moyen de recherches ou d'offres d'enfants aux fins énumérées à l'article 1er sont interdites.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions des articles 1er et 2 sont punies d'un emprisonnement de 10 jours à 6 mois et d'une amende de 10.000 à 200.000 FCP ou de l'une de ces 2 peines seulement.

Les dispositions du premier alinéa entreront en vigueur le lendemain de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté promulguant la loi en portant homologation.

Jusqu'à cette date, les infractions aux articles 1er et 2 seront passibles des peines fixées à l'article R.40 du code pénal applicables aux auteurs des contraventions de la 5^e classe.

Art. 4.— Toute association désirant obtenir l'habilitation prévue par l'article 1er de la présente délibération doit en adresser la demande au Président du gouvernement de la Polynésie française.

Art. 5.— La demande établie sur papier libre doit être motivée et indiquer : les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession et domicile des membres du conseil d'administration de l'association, le siège, la dénomination et les ressources de l'association. Il y est joint deux exemplaires des statuts de l'association.

Art. 6.— La demande est transmise sous couvert du ministre des affaires sociales au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Papeete qui fait procéder à une enquête et recueillir tous renseignements utiles. Il retourne le dossier par la même voie au Président du gouvernement avec l'avis de la commission créée par l'article 7.

Art. 7.— Il est créé une commission chargée de donner un avis sur les demandes d'agrément. Cette commission est présidée par le ministre des affaires sociales. Elle est composée de deux représentants de l'assemblée territoriale et d'un représentant du

comité économique et social, désignés par chacune de ces institutions. Le conseil des ministres désigne les autres membres qui sont 2 représentants du ministère des affaires sociales, 1 représentant du ministère de la santé, 2 représentants des églises, 2 personnes qui se sont signalées par l'intérêt qu'elle portent aux questions de l'enfance.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8.— Le retrait de l'habilitation est prononcé en suivant la même procédure diligentée à la requête du Président du gouvernement ou du procureur de la République.

Art. 9.— Un arrêté pris en conseil des ministres déterminera les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission.

Art. 10.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 90-55 AT du 12 avril 1990 modifiant les dispositions du code de procédure civile concernant l'autorité parentale.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 353 CM du 3 avril 1990 soumettant deux projets de délibération fixant certaines mesures en matière de transfert d'autorité parentale et modifiant les dispositions du code de procédure civile concernant l'autorité parentale ;

Vu l'arrêté n° 90-14 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 53-90 du 11 avril 1990 de la commission de la santé et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 12 avril 1990,

Adopte :

Article 1er.— L'article 518.15 du CPC (code de procédure civile) est ainsi modifié :

La déclaration conjointe prévue à l'article 374 du code civil est recueillie par le juge des tutelles du lieu où demeure l'enfant. Le juge établit un procès-verbal dont il remet une copie à chacun des parents. En cas de refus, le juge statue par ordonnance motivée. L'attribution de l'exercice de l'autorité parentale par déclaration conjointe relève de la matière gracieuse.

Les demandes formées en application des articles 371.4 et 373.3 du code civil et les demandes relatives à la modification par le juge aux affaires matrimoniales des conditions d'exercice de l'autorité parentale prévues à l'article 374 du même code sont instruites et jugées en chambre du conseil après avis du ministère public.

Art. 2.— L'article 518.16 du CPC est remplacé par les dispositions suivantes :

Les mesures d'assistance éducative sont prises par le juge des enfants du lieu où demeure, selon les cas, le père, la mère, le tuteur du mineur ou l'association ou le service à qui l'enfant a été confié ; à défaut, par le juge du lieu où demeure le mineur.

Le juge peut, si le père, la mère, le tuteur ou l'association, ou le service à qui l'enfant a été confié change de domicile ou de résidence, se dessaisir au profit du juge du nouveau domicile ou de la nouvelle résidence.

Art. 3.— L'article 518.17 du CPC est remplacé par les dispositions suivantes :

Le juge donne avis de la procédure au procureur de la République et en informe les père, mère, tuteur, association ou service à qui l'enfant a été confié quand ils ne sont pas requérants.

Art. 4.— L'article 518.20 du CPC est remplacé par les dispositions suivantes :

La décision sur le fond doit intervenir dans un délai de six mois à compter de la décision ordonnant les mesures provisoires, faute de quoi l'enfant est remis à ses père, mère, tuteur, association ou service à qui il a été confié sur leur demande.

Art. 5.— L'article 518.21 du CPC est remplacé par les dispositions suivantes :

Le mineur, le père, la mère, le tuteur ou l'association ou le service à qui l'enfant a été confié peuvent faire choix d'un conseil ou demander au juge qu'il leur en soit désigné un d'office. La désignation doit intervenir dans les huit jours de la demande.

Le père, la mère, le tuteur ou l'association ou le représentant du service à qui l'enfant a été confié sont avisés de ce droit dès leur première audition. Le juge en avise également le mineur chaque fois que l'intérêt de celui-ci le requiert.

Art. 6.— Dans l'alinéa 3 de l'article 518.28 du CPC, les mots "le tribunal supérieur d'appel" sont remplacés par "la cour d'appel".

Art. 7.— Dans l'article 518.36 du CPC, les mots "la garde et l'éducation des enfants" sont remplacés par "à l'exercice de l'autorité parentale".

Art. 8.— Les articles 518.32 à 518.34 de la délibération 66.80 du 24 juin 1966 dans leur rédaction de la délibération 71.787 du 2 décembre 1971 sont modifiés comme suit :

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er jour du 4e mois suivant la parution de la délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Article 518.32.— Les demandes aux fins de délégation de l'autorité parentale sont portées devant le tribunal de première instance du domicile ou de la résidence habituelle du mineur.

La requête conjointe est déposée au greffe de la juridiction compétente. Elle peut aussi être adressée au procureur de la République qui soit la transmet au greffe, soit saisit le tribunal s'il estime que les circonstances l'exigent.

La requête doit être accompagnée lorsque les délégataires ne résident pas en Polynésie française, de l'enquête sociale et de l'avis motivé émanant de l'organisme habilité à le faire suivant la loi de leur domicile ou résidence habituelle.

Les juges de section comme les juges forains ont compétence pour recevoir les requêtes et statuer sur elles.

Article 518.33-1.— Le tribunal fait procéder, s'il l'estime utile à toutes mesures d'informations complémentaires et notamment celles qui sont prévues à l'article 518.18, il peut à cet effet commettre le juge des enfants.

Lorsqu'une procédure d'assistance éducative a été diligentée à l'égard d'un ou plusieurs enfants, le dossier est communiqué au tribunal.

Article 518.33-2.— Pour le cours de l'instance, le tribunal peut ordonner toute mesure provisoire relative à la garde et à l'éducation de l'enfant.

Article 518.34-1.— L'affaire est instruite en chambre du conseil en présence du ministère public s'il en existe un au lieu où siège la juridiction.

Le tribunal entend les père, mère, tuteur ainsi que l'association qui a recueilli l'enfant et toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La décision est rendue en chambre du conseil au plus tard à l'audience qui suit.

Avis de la décision est donnée aux parties et au procureur de la République.

La décision rejetant la demande peut être frappée d'appel par les parties et le ministère public. La décision accordant la délégation ne peut être frappée d'appel que par le ministère public.

L'appel est formé par déclaration motivée au greffe de la cour, dans les 6 jours francs de la décision si elle est rendue en présence de la partie appelante, sinon du jour de sa notification.

L'appel est instruit et jugé par priorité en chambre du conseil par la chambre des mineurs de la cour d'appel. La décision est notifiée aux parties par le greffe.

Article 518.34-2.— La demande tendant à rapporter pour survenance de circonstances nouvelles, le jugement de délégation de l'autorité parentale, est formée par requête de l'une des parties devant le tribunal du lieu où demeure la ou les personnes bénéficiaires de cette délégation.

Elle est notifiée à l'autre partie par le greffe et elle obéit pour le surplus aux règles posées par les articles 518.32 à 518.34-1.

En cas de rejet de la demande de restitution, celle-ci ne peut être renouvelée qu'un an au plus tôt après que la décision de rejet soit devenue irrévocable.

Art. 9.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHÉRON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 184 PR du 6 avril 1990 portant désignation des correspondants du contrôle des dépenses engagées.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1354 CM du 28 décembre 1989 portant organisation du contrôle des dépenses engagées ;

Vu la circulaire n° 1235 PR du 19 février 1990 ;

Vu les propositions des ministères,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité de correspondants du contrôle des dépenses engagées :

Au titre de la Présidence du gouvernement :

Cabinet : M. Gérard Lucas
Service des contributions : M. Georges Peni, suppléant Mme Arlette Brinckfieldt
Service des affaires économiques : M. Nick Toomaru, suppléant M. Georges Lao
Service du développement de l'industrie et des métiers : M. Richard Boyer, suppléant M. Georges Chingue
Service du commerce extérieur : M. Raymond Pietri, suppléant M. Ramon Dexter
Service de l'informatique : M. Jean-Claude Lii
Caisse de soutien des prix du coprah : M. Nick Toomaru, suppléant M. Maurice Tauru
Institut de la communication audiovisuelle : Mlle Esméralda Faarua
Institut territorial de la statistique : M. Charles Durand
Fonds d'entraide aux îles : M. Huri Teriama
Service de l'administration des archipels : Mlle Tereva Teinauri
Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier : Mlle Hélène Rercac

Au titre de la vice-présidence, ministère de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel :

Cabinet : Mme Sylvianne Chimin
Service de l'artisanat traditionnel : M. Arthur Temarii
Service de la culture : M. Teamo Largeteau
Service de l'économie rurale : Mme Mareva Taaroa
Service des archives : M. Pierre Morillon
Centre des métiers d'art : M. Robert Raoulx
Office territorial d'action culturelle : Mme Victorine Roomataaroa
Centre polynésien des sciences humaines : M. Patrice Guéret
Conservatoire artistique territorial : Mlle Wilhelmina Walker

Au titre du ministère de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation :

Cabinet : Mme Vaite Vivish
Service des affaires sociales : Mme Antonina Tauru
Service territorial de la jeunesse et de l'éducation populaire : M. Harrys Aro
Service pénitentiaire : M. Tatoa Tatoa
Institut de formation des travailleurs sociaux : Mme Juana Chavez
Institut territorial de la consommation : Mlle Moea Manutahi
Centre d'information, de formation et d'animation jeunesse : Mlle Ingrid Brander

Au titre du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle, du tourisme et des sports :

Cabinet : M. Louis Mu Sek Sang
Service territorial des transports maritimes interinsulaires : M. Louis Mu Sek Sang
Service territorial de l'aviation civile : M. Louis Mu Sek Sang
Service territorial du tourisme : Mme Dany Tchou
Inspection du travail et des lois sociales : Mme Odette Schutz
Service territorial des sports : Mme Jeanne Ly
Office pour la promotion et l'animation touristiques de Tahiti et ses îles : M. Michel Tixier
Agence pour l'emploi et la formation professionnelle : M. Jean-Marie Bernière
Office territorial d'équipement sportif : Mme Jasmine Richmond
Centres de formation pour adultes : M. Yannick Krainer
Ecole de formation et d'apprentissage maritime : Mme Peggy Chaîne
Service de l'aviation civile : M. Jean-Louis Grillet (navigation aérienne), M. Philippe Tumahai, suppléant M. Jean-Jacques Lequerré (division des aérodromes extérieurs)

Au titre du ministère de la mer, de l'équipement et de l'énergie :

Cabinet : M. Yves Baylet, suppléant M. Marc Petit
Service territorial de l'énergie et des mines : M. Yves Baylet, suppléant M. Marc Petit
Service de la navigation et des affaires maritimes : M. Yves Baylet, suppléant M. Marc Petit
Direction de l'équipement : M. Georges Lan Ah Loi, suppléant M. Jacques Lo-You (GAC) ; M. Yves-Marie Dubois, suppléant M. Laurent Le Duff (INF) ; M. Gilbert Vérité, suppléant M. Hiro Mulliez (PAM) ; M. André Vergez, suppléant M. Serge Mattiussi (BAT) ; M. Claude Emmanuel, suppléant M. Louis Grebier (MAR) ; M. Loïc Lemoigne, suppléant M. Alphonse Taura (Moorea)
Service des infrastructures aéroportuaires : M. Georges Guidal, suppléant M. Michel Blum
Service de la mer : Mme Simone Grand, suppléant M. Ronald Chénisson
Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes : M. Patrick Galenon, suppléant Martin Coeroli

Au titre du ministère de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique :

M. Raoul Salmon et Mme Annick Allain, suppléants M. Timi Wong Yut et Mme Juliette Mare

Au titre du ministère du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières :

Mme Liliana Meslin

Au titre du ministère de l'éducation et de la fonction publique :

Cabinet : Mme Linda Raoult, suppléants M. Maurice Yune et M. Max Parayre

Service de l'éducation : M. Marau Niuaïti, suppléant Mme Liliane Ly (bourses) ; Mme Lo Sam Kieou (transports scolaires) ; M. Marc Fareata, suppléant M. Edwin Fougerousse (affaires financières)

Service du personnel et de la fonction publique : Mme Marielle Pettinato, suppléant M. Cassel An Tai

Service de la promotion universitaire : M. Guy Sem

Direction des enseignements secondaires : M. Jean Prunet, suppléant Jean-Charles Bobbia

Ecole territoriale d'administration : M. Jean-Paul Galenon, suppléant Mme Louana Tauru

Centre territorial de recherche et de documentation pédagogique : M. Jean-Claude Besson, suppléant M. Taruoura Albert

Centre de formation et de recherche sur les langues et civilisations océaniques : Mme Linda Raoult, suppléants MM. Maurice Yune et Max Parayre

Au titre du ministère du budget, du plan et de l'aménagement du territoire :

Cabinet : Mlle Hina Adams

Service du plan et de l'aménagement du territoire : Mme Rosita Mou Sin

Service des finances et de la comptabilité : Mme Lysiane Cier Foc (dépenses de rémunération et accessoires) ; Mme Josiane Howell (autres dépenses de fonctionnement) ; M. Edouard Chin (F.I.S.)

Au titre du ministère de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale :

Cabinet : M. Gérard Brechet

Service de la traduction et de l'interprétariat : Mme Voltina Roomaataaroa Dauphin

Service territorial des transports terrestres : M. Luc Bourges

Service de l'urbanisme : M. François Dupuy

Service des affaires administratives : M. Marcel Langomazino

Service de l'imprimerie officielle : M. Romuald Allain

Centrale d'achat pour l'habitat : M. Gérard Brechet

Art. 2.— Les correspondants du contrôle des dépenses engagées s'assurent de l'exactitude de l'imputation budgétaire de la dépense à engager et reportent sur la pièce correspondante, dans le cadre du timbre "Visé par délégation du contrôleur général", le numéro d'engagement délivré par le contrôle informatique ou celui de l'autorisation d'engagement délivrée par le service des finances et de la comptabilité en ce qui concerne les dépenses sur le budget d'investissement du territoire.

En aucun cas, ils ne peuvent apposer leur visa en l'absence de ce numéro d'engagement.

Art. 3.— Les modalités particulières de délégation aux correspondants du service des finances et de la comptabilité seront précisées par circulaire du Président du gouvernement.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

Par arrêté n° 366 CM du 5 avril 1990.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 83-95 du 2 juin 1983 définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux investissements tendant à favoriser dans le cadre des plans de développement économique du territoire, le progrès social, la création d'emplois nouveaux et la réduction de la dépendance économique du territoire vis-à-vis des marchés extérieurs, modifiée par la délibération n° 88-20 AT du 11 février 1988, complétée et modifiée par la délibération n° 85-1063 AT du 16 juillet 1985 modifiée par la délibération n° 86-17 AT du 12 juin 1986, et par la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983 relative aux modalités d'application du code des investissements définissant pour la période s'étendant du 1er juillet 1983 au 31 décembre 1984 les secteurs d'activité éligibles et les avantages accordés aux entreprises agréées, prorogée par la délibération n° 85-1058 AT du 27 juin 1985 et modifiée par la délibération n° 88-21 AT du 11 février 1988, est accordé à la société civile agricole Ruutia, au titre d'entreprise d'agriculture entrant dans la catégorie B.2 prévue à l'article 1er de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983 portant fixation des seuils d'investissement minimaux permettant l'admissibilité des demandes d'agrément au code des investissements et portant fixation des taux minimaux commandant le calcul des avantages, pour son exploitation agricole de 7,5 ha sise à Iripau (île de Tahaa).

Le montant hors droits de l'investissement est de 19.300.000 F CFP (dix-neuf millions trois cent mille francs CFP) servant de base au calcul des avantages.

Conformément à l'article 7 de la délibération n° 83-95 du 2 juin 1983 modifiée et complétée par la délibération n° 85-1063 AT du 16 juillet 1985 et à l'article 4 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.C.A. Ruutia bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales et d'aide financière décrites ci-après plafonné à hauteur de 5.790.000 francs CFP (cinq millions sept cent quatre-vingt-dix mille francs CFP), soit un taux de 30 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 20 à 23 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983, la S.C.A. Ruutia bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à 1.437.000 F CFP (un million quatre cent trente-sept mille francs CFP).

Conformément aux articles 24 à 29 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983, et à l'article 5 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.C.A. Ruutia bénéficie d'une prime d'aide à l'investissement. Le montant de cette prime d'aide à l'investissement est plafonné à 2.740.000 francs CFP (*deux millions sept cent quarante mille francs CFP*) et représente 14,16 % du montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 15 à 17 de la délibération n° 83-96 du 2 juin 1983, la S.C.A. Ruutia bénéficie du remboursement partiel de la part des charges sociales pendant 36 mois à compter de la mise en service des installations agréées, à raison de 1/2 de la part patronale des charges sociales.

Le montant de cette aide financière est plafonné à 1.100.000 F CFP (*un million cent mille francs CFP*).

L'exécution du présent arrêté est subordonnée à la passation d'une convention entre la S.C.A. Ruutia et le territoire de la Polynésie française représenté par le vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

**MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA JEUNESSE, DE LA FAMILLE
ET DE LA CONSOMMATION**

ARRETE n° 364 CM du 5 avril 1990 portant modification de l'arrêté n° 691 CM du 8 juin 1989 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 85-1155 AT du 19 décembre 1985 portant création de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 657 CM du 26 mai 1989 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 8 juin 1989 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu la lettre du Syndicat des industriels de la Polynésie française en date du 28 février 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 avril 1990,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 691 CM du 8 juin 1989 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation est modifié comme suit :

Au lieu de :

2 représentants du Syndicat des industriels de Polynésie française

Titulaires : - M. Boucher Yves,
- M. Confalonieri Auguste ;

Suppléants : - M. Viaris Hubert,
- M. Blochet Michel.

Lire :

2 représentants du Syndicat des industriels de Polynésie française

Titulaires : - M. Dib Michael,
- M. Confalonieri Auguste ;

Suppléants : - M. Viaris Hubert,
- M. Blochet Michel.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la solidarité et des affaires sociales,
de la jeunesse, de la famille et de la consommation,*
Huguette HONG KIOU.

ARRETE n° 365 CM du 5 avril 1990 portant nomination de Melle Nathalie Rocuet en qualité de directrice par intérim de l'Institut territorial de la consommation.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 85-1155 AT du 19 décembre 1985 portant création de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 657 CM du 26 mai 1989 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 68 CM du 16 janvier 1989 portant nomination de M. Pierre Frébault en qualité de directeur de l'Institut territorial de la consommation, par intérim ;

Vu la lettre de démission de M. Pierre Frébault en date du 16 mars 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 avril 1990,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Frébault Pierre en qualité de directeur par intérim de l'Institut territorial de la consommation.

Art. 2. — Melle Nathalie Rocuet est nommée directrice par intérim de l'Institut territorial de la consommation.

Art. 3. — L'arrêté n° 68 CM du 16 janvier 1989 est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la solidarité et des affaires sociales,
de la jeunesse, de la famille et de la consommation,*
Huguette HONG KIOU.

ARRETE n° 1483 MAF/AS du 9 avril 1990 complétant l'arrêté n° 1660 MAF/AS du 14 avril 1989 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales.

Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 161 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 modifiant l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 240 CM du 9 mars 1987 nommant Mme Irène Cathala, chef du service des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 1660 MAF/AS du 14 avril 1989 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 1660 MAF/AS du 14 avril 1989 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales est complété comme suit :

En plus des actes cités au titre I et II, Mme Irène Cathala est habilitée à signer les actes ci-après détaillés :

II - Actes relevant des affaires courantes :

— Décisions de placements d'enfants dans les familles d'accueil.

III - Actes relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité

— Congés de toute nature à passer dans le territoire,

— Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours,

— Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus,

— Mutations à l'intérieur du service.

Art. 2. — Le chef du service des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 9 avril 1990.

Huguette HONG KIOU.

Par arrêté n° 1486 MAF du 9 avril 1990. — Pendant l'absence du chef de service, M. Tatro Tatro agent CC2 adjoint au chef de service, est chargé d'assurer par intérim, la fonction de chef de service du service pénitentiaire de Polynésie française.

Par arrêté n° 374 CM du 12 avril 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-90 IME portant maintien à leur poste des personnels de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau".

Par arrêté n° 375 CM du 12 avril 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-90 IME portant nombre et nature des postes ouverts au budget de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau".

Par arrêté n° 377 CM du 12 avril 1990. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-90 IME approuvant la nomination du directeur de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau".

Par arrêté n° 378 CM du 12 avril 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-90 IME adoptant le budget primitif de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau" pour l'exercice 1990.

Par arrêté n° 379 CM du 12 avril 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-90 IME portant attribution d'indemnités de responsabilité à certains personnels de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau".

Par arrêté n° 380 CM du 12 avril 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-90 IME portant création d'une commission paritaire consultative de "l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau".

MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

Par arrêté n° 1485 MME du 9 avril 1990.— Est déconsignée au profit de Mme Tropicée Madeleine épouse Vincent née le 13 août 1919 à Maupiti, copropriétaire, l'indemnité d'expropriation relative à la partie expropriée de la terre Puaterama 2, d'un montant de 45.211 FCP correspondant à 1/18.

Par arrêté n° 1571 MME du 17 avril 1990.— Sont déconsignées au profit du copropriétaire énuméré au tableau ci-après, les indemnités d'expropriation relatives aux parties expropriées des terres Tatuataura 1, Tepunia 6, Tevaotemeha et Tuhoea 2.

N° parcelle	Nom de la terre Désignation du copropriétaire	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées (FCP)
140	<i>Terre Tepunia 6</i> M. Paul Moanatini Vaianui, né le 31 janvier 1958 à Ua Huka.	29/30 720	405
158	<i>Terre Tevaotemeha 1</i> M. Paul Moanatini Vaianui, né le 31 janvier 1958 à Ua Huka.	29/15 360	448
157	<i>Terre Tatuataura 1</i> M. Paul Moanatini Vaianui, né le 31 janvier 1958 à Ua Huka.	29/15 360	3 335
182	<i>Terre Tuhoea 2</i> M. Paul Moanatini Vaianui, né le 31 janvier 1958 à Ua Huka.	29/46 080	46
	Total général		4 234

MINISTÈRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Par arrêté n° 368 CM du 5 avril 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 5-90 CHT portant modification du budget du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1990.

Par arrêté n° 369 CM du 5 avril 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 6-90 CHT habilitant le président du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial à autoriser les poursuites par voie de saisie mobilière ou immobilière.

Par arrêté n° 370 CM du 5 avril 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 7-90 CHT portant admission en non-valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 250.303.849 F.

Par arrêté n° 1484 MSE du 9 avril 1990.— M. Jean Jacques Chanteau, directeur du Syndicat central de l'hydraulique, est autorisé à installer et exploiter une unité de désinfection d'eau potable au chlore gazeux et un dépôt de bouteilles de chlore sur un terrain situé dans la vallée de Vaimoa sise à Tautira, P.K. 20 dans la commune de Taiarapu-Est.

Équipement et caractéristiques

L'installation qui relève de la 1ère classe comprendra :

- un local de chloration électrique abritant :
 - deux bouteilles de chlore équipées de leurs chloromètres et inverseurs ;
 - deux pompes de surpression ;
 - une armoire de télécommande.
- un dépôt de 20 bouteilles de 50 kg de chlore gazeux.

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Installations électriques

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions se rapportant au dépôt

Le dépôt sera à plus de 8 mètres de la voie publique ainsi que de tout local habité ou occupé par des personnes et à 20 mètres de toute construction renfermant des matières combustibles ou construites en matériaux combustibles.

A l'intérieur du dépôt, les récipients seront placés verticalement, à l'abri des radiations solaires et de manière à être facilement inspectés ou déplacés.

Il est interdit de se livrer à l'intérieur du dépôt à des réparations quelconques des récipients ainsi qu'à des transvasements ou à une utilisation quelconque du chlore.

En cas de constatation de fuite, le récipient défectueux sera immédiatement évacué, s'il n'a été possible d'obturer la fuite par un moyen pratique (serrage du robinet, pointeau, matage du plomb de sécurité, etc.).

L'évacuation des récipients défectueux sera faite dans les plus brefs délais et dans des conditions évitant tout danger ou incommodité pour le voisinage.

A l'intérieur du dépôt sera installée en permanence une cuve de capacité suffisante et contenant une solution alcaline permettant l'immersion d'un récipient présentant une fuite en attente d'évacuation. Cette cuve sera surmontée d'un palan et d'un dispositif d'attache permettant de réaliser rapidement cette manœuvre.

On disposera d'un nombre suffisant de masques à gaz d'un modèle agréé, entretenus en bon état et placés en dehors du dépôt, de manière à pouvoir pénétrer dans celui-ci en cas d'accident.

Le personnel sera entraîné à leur emploi.

On s'assurera de la bonne maintenance des appareils de sécurité tels que détecteurs de chlore à cellule sèche, masques à gaz. Les appareils présentant la moindre anomalie devront être remplacés immédiatement.

Prescriptions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions des deux alinéas ci-dessous.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Prescriptions administratives

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Il pourra prescrire, aux frais de l'exploitant, toute analyse et mesure des effluents liquides ou gazeux.

Par arrêté n° 1555 MSE du 11 avril 1990.— Un concours d'entrée aux écoles de sages-femmes sera organisé à Papeete en vue de pourvoir les six places mises au concours pour l'admission à l'école de formation de sages-femmes de Papeete - session des 28 et 29 mai 1990.

Les modalités du concours seront identiques à celles appliquées en Métropole. Compte tenu du décalage horaire le déroulement des épreuves sera établi par les soins du directeur de la santé.

Le jury qui sera constitué suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 5 février 1987 relatif au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes (J.O.R.F. du 6 février 1987) pourra se réunir dans les locaux de l'Institut Mathilde Frébault aux dates et heures fixées par le président du jury.

Le docteur Etienne Beaumont, directeur-technique et d'enseignement de l'école de sages-femmes de Papeete assistera à la délibération du jury.

Le secrétariat du jury sera assuré par la direction de la santé publique.

Le jury assure la correction des épreuves et établit la liste des candidats déclarés reçus par ordre de mérite. Une liste supplémentaire pouvant comprendre un nombre de candidats égal à 40 pour 100 au maximum du nombre de places mises au concours, peut être établie par le jury.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

Par arrêté n° 361 CM du 5 avril 1990.— Mme Pascale Montbarbon est nommée conseiller technique du ministre du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières pour compter du 1er avril 1990.

Par arrêté n° 376 CM du 12 avril 1990.— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'une parcelle de terrain formant le lot B dépendant du lot 1 du partage de la terre Parurumatai, sise à Haapu, commune de Huahine, d'une superficie de 8 ha 29 a 60 ca et des constructions y édifiées, appartenant à la société Parurumatai, moyennant le prix de *quatre-vingt cinq millions de francs* payable en deux tranches :

- la première d'un montant de *cinquante millions de francs* à la signature de l'acte, toutes formalités remplies ;

- la seconde, après un délai d'une année à partir de cette signature pour un montant de *rente cinquante millions*, sans intérêt.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables au chapitre 90001, article 2100, opération 50.89, AE n° 335.89.

Par arrêté n° 381 CM du 12 avril 1990.— Est déclassé du domaine public du territoire pour incorporation dans le domaine privé du territoire une parcelle de domaine public fluvial sis à Papeete le long des berges de la rivière Fautaua, d'une superficie de 554 m².

Est autorisée l'aliénation au profit de M. et Mme Claude Tehuriavero Rochette d'une parcelle de terrain domanial, dépendant de l'ancien lit de la rivière Fautaua, d'une superficie de 554 m².

Telle que ladite parcelle figure au plan établi par le service de l'équipement le 2 novembre 1989.

Cette cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de *un million cent huit mille francs* (1.108.000 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte de vente seront à la charge des acquéreurs.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRÊTÉ n° 362 CM du 5 avril 1990 définissant la composition de la commission territoriale de l'éducation spéciale et des commissions de circonscription de l'enseignement préscolaire et élémentaire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à l'action en faveur des handicapés ;

Vu l'arrêté n° 56 du 20 janvier 1983 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission territoriale de l'éducation spéciale et des commissions de circonscription de l'enseignement préscolaire et élémentaire, modifié par l'arrêté n° 1498 CG du 21 octobre 1983 ;

Vu l'arrêté n° 524 CM du 25 avril 1989 définissant la composition de la commission territoriale de l'éducation spéciale et des commissions de circonscription de l'enseignement préscolaire et élémentaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— La commission territoriale de l'éducation spéciale de la Polynésie française (C.T.E.S.) est constituée ainsi qu'il suit :

A — PRÉSIDENT

M. le chef du service de l'éducation est désigné en qualité de président pour la période d'une année à compter de la date du présent arrêté (année scolaire 1989-1990).

B — MEMBRES

Au titre de l'éducation du premier degré :

— *Titulaires :*

- M. Patrick Le Gayic, chef du service de l'éducation ;
- M. Jean-Claude Blond, inspecteur départemental de l'éducation nationale chargé de l'éducation spéciale ;
- Mme Jasmine Duchemin, directrice du C.E.D.O.P..

— *Suppléants :*

- M. Christian Alvado, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Pina'i (Papeete) ;
- Mme Puura Mortreuil, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Machaa Nui (Punaaui) ;
- Mme Raymonde Raoulx, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Paofai (Papeete) ;

Au titre de la santé publique :

— *Titulaires :*

- Dr Richard Wong Fat, directeur de la santé publique ;
- Dr Daniel Dumont, médecin-chef du centre médico-scolaire ;
- Dr Yves-Philippe Brugiroux, médecin-chef de la section des handicapés.

— *Suppléants :*

- Dr Alain Bertrand, médecin-chef de l'hôpital de Vaïami ;
- Dr Jacques Le Lann, adjoint technique du directeur de la santé publique ;
- Dr Philippe Nadaud, médecin-chef du service de pédopsychiatrie.

Au titre de l'enseignement secondaire :

— *Titulaires :*

- M. Jean Prunet, directeur des enseignements secondaires ;
- M. Jean-Pierre Villedieu, directeur du C.I.O. ;
- Mme Marie-Paule Martin, sous-directrice de la S.E.S. du lycée Paul-Gauguin.

— *Suppléantes :*

- Mme Annie Mc Lellan, principal vie scolaire ;
- Mme Danièle Marcelinni, conseillère d'orientation du C.I.O. ;
- Mme Nicole Pauchard, institutrice spécialisée à la S.E.S. du lycée Paul-Gauguin.

*Au titre des affaires sociales :**— Titulaires :*

- Mme Irène Cathala, chef du service des affaires sociales;
- Mme Thérèse Sandford, éducatrice spécialisée, conseillère technique.

— Suppléantes :

- Mme Georgette Chicou, assistante sociale, conseillère technique ;
- Mlle Raita Leboucher, assistante sociale, conseillère technique.

Au titre de la Caisse de prévoyance sociale :

— *Titulaire :* Dr Roland Bourcart, médecin conseil à la C.P.S. ;

— *Suppléant :* Dr Michel Debon, médecin conseil à la C.P.S..

Au titre de l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité :

— *Titulaire :* Madame Véronique Tumahai, directrice de l'O.T.A.S.S. par intérim.

— *Suppléante :* Madame Vaihere Langomazino, contrôleur de l'O.T.A.S.S..

Au titre des établissements privés accueillant des enfants handicapés

— *Titulaire :* Madame Noëlle Barbiera, médecin psychiatre de l'I.M.E. de Papeete.

— *Suppléant :* M. Michel Chabbert, directeur du centre pour handicapés moteurs de la Fraternité chrétienne.

*Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :**— Titulaires :*

- Mme Gilda Jarillo, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Evelyn Chanteau, taatiraa huma mero.

— Suppléants :

- M. Barthélémy Arakino, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Joëlle Aumérat, A.P.P.E.H..

C — SECRETARIAT

Le secrétariat permanent de la commission sera assuré par M. Jean-Pierre Barrier.

D — EQUIPE TECHNIQUE

L'équipe technique, chargée de l'instruction des dossiers à soumettre à la commission territoriale de l'éducation spéciale, est constituée ainsi qu'il suit :

- Dr Philippe Nadaud, médecin-chef du service de pédopsychiatrie ;
- Dr Jules Ienfa, médecin-chef du centre de protection infantile ;
- Dr Daniel Dumont, médecin-chef du centre médico-scolaire ;
- Mme Yvette Maiotui, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Mamao ;
- Mme Manuella Le Caill, institutrice spécialisée à l'école de Nahoata ;
- Mme Thérèse Sandford, éducatrice spécialisée ;

- Mme Monique Gay, assistante sociale à la C.P.S. ;
- Mme Noëlle Barbiera, médecin psychiatre à l'I.M.E. ;
- Mme Jasmine Duchemin, directrice du C.E.D.O.P. ;
- M. Michel Chabbert, directeur du centre des handicapés moteurs de la Fraternité chrétienne ;
- Dr Yves-Philippe Brugiroux, médecin-chef de la section des handicapés ;
- M. Jean-Pierre Barrier, secrétaire de la C.T.E.S..

Art. 2 — Les commissions de circonscription de l'enseignement préscolaire et élémentaire sont constituées ainsi qu'il suit :

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE PAPEETE/A.I.S. ECOLES PRIVEES TUAMOTU-GAMBIER

- *Président :* M. Jean-Claude Blond, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléant :* M. Guy Mandelert, inspecteur départemental de l'éducation nationale.

*Au titre de l'éducation du premier degré :**— Titulaires :*

- M. Christian Alvado, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Pina'i (Papeete) ;
- M. Jean-Paul Ariotima, directeur de l'école de Taimoana (Papeete) ;
- Mme Germaine Vanquin, institutrice spécialisée de Pina'i (Papeete).

— Suppléantes :

- Mme Agnès Tepava, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Taimoana (Papeete) ;
- Mme Simone Van Bastolaer, directrice de l'école de Pina'i (Papeete) ;
- Mme Reiri Villierme, R.P.P. au G.A.P.P. de Taimoana (Papeete).

*Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :**— Titulaires :*

- Dr Daniel Dumont, médecin-chef du centre médico-scolaire ;
- Mme Marie-Christine Ahed, éducatrice spécialisée.

— Suppléants :

- Dr Jean-Paul Théron, médecin adjoint au centre médico-scolaire ;
- Mme Marcelle Calmel, assistante sociale.

*Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :**— Titulaires :*

- M. Patrick Vauquelin, F.A.P.E.E.P. ;
- Sœur Maria-Andrée Huuveke, U.T.A.P.H.I. ;

— Suppléants :

- M. Eric Mooraa, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Henriette Kamia, U.T.A.P.H.I..

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. de Papeete/A.I.S. Ecoles privées Tuamotu-Gambier sera assuré par M. Marama Tarati.

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE FAAA/MARQUISES

- *Président* : M. Alfred Diebold, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléant* : M. Michel Béchu, conseiller pédagogique.

Au titre de l'éducation du premier degré :

- *Titulaires* :
 - M. Pierre Blais, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Pamatai (Faaa) ;
 - Mme Teura Doom, directrice de l'école de Puurai (Faaa) ;
 - Mme Germaine Vanquin, institutrice spécialisée de Vaiaha (Faaa) ;
- *Suppléants* :
 - M. Christian Mortreuil, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Vaiaha (Faaa) ;
 - M. Jean Bougues, directeur de l'école de Vaiaha (Faaa) ;
 - Mme Nicole Arditi, institutrice spécialisée au G.A.P.P. de Oremu (Faaa).

Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :

- *Titulaires* :
 - Dr Daniel Dumont, médecin-chef du centre médico-scolaire ;
 - Mme Maeva Collet, animatrice D.E.F.A..
- *Suppléants* :
 - Dr Jean-Paul Théron, médecin adjoint au centre médico-scolaire ;
 - Mme Virginie Troc, éducatrice spécialisée.

Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :

- *Titulaires* :
 - Mme Tetuanui Noël, F.A.P.E.E.P. ;
 - Mme Henriette Kamia, U.T.A.P.H.I. ;
- *Suppléants* :
 - M. François Raoulx, F.A.P.E.E.P. ;
 - Mme Evelyne Chanteau, U.T.A.P.H.I. ;

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. de Faaa/Marquises sera assuré par M. Marama Tarati.

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE TAHITI-EST/ECOLE NORMALE

- *Président* : M. Pierre Dargelos, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléante* : Mme Yolande Huioutu, conseillère pédagogique.

Au titre de l'éducation du premier degré :

- *Titulaires* :
 - Mme Maeva Claus, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Arue II ;
 - Mme Marie Tematua, directrice de l'école de Nuutere (Mahina) ;
 - Mme Juanita Sommers, institutrice spécialisée de l'école de Fautaua Val primaire (Pirae) ;

— Suppléants :

- Mme Brigitte Chansay, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Fareroi (Mahina) ;
- M. Albert Walker-Levy, directeur adjoint de l'école de Arue I ;
- Mme Manuella Le Caill, institutrice spécialisée à l'école de Nahoata (Pirae).

Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :

— Titulaires :

- Dr Daniel Dumont, médecin-chef du centre médico-scolaire ;
- Mme Mireille Koan, éducatrice spécialisée.

— Suppléants :

- Dr Jean-Paul Théron, médecin adjoint au centre médico-scolaire ;
- Mme Micheline Tuiho, assistante sociale.

Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :

— Titulaires :

- M. Irvin Paro, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Josiane Lucas, U.T.A.P.H.I. ;

— Suppléants :

- M. Tearu Mercier, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Moea Maopi, U.T.A.P.H.I..

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. de Tahiti-Est/Ecole normale sera assuré par M. Marama Tarati.

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE TAHITI-SUD/AUSTRALES

- *Président* : M. Eric Oudot, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléant* : M. Jacques Sanchez, conseiller pédagogique.

Au titre de l'éducation du premier degré :

— Titulaires :

- M. Bernard Dubois, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Potii (Vairao) ;
- M. Alain Gueho, directeur de l'école de Nuutafaratea (Mataiea) ;
- M. Frédéric Hapairai, instituteur spécialisé de l'école de Toahotu.

— Suppléants :

- M. Yvon Durand, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Pueu ;
- Mme Marcelle Holozet, directrice de l'école de Toerefau (Toahotu) ;
- M. Robert Rouby, instituteur spécialisé à l'école de Potii (Vairao).

Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :

— Titulaires :

- Dr Guy-Michel Nebout, médecin du centre d'hygiène scolaire de Taravao ;
- M. John Manate, animateur du service des affaires sociales.

— *Suppléantes :*

- Dr Blanche Chanfour, médecin de l'hôpital de Taravao ;
- Mme Monique Lehartel, assistante sociale.

Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :

— *Titulaires :*

- M. Alban Sun, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Josiane Lucas, U.T.A.P.H.I. ;

— *Suppléants :*

- M. Edmond Rouet, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Moea Maopi, U.T.A.P.H.I..

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. de Tahiti-Sud/Australes sera assuré par M. Marama Tarati.

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DES ILES SOUS-LE-VENT

- *Président :* M. Bernard Alibert, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléant :* M. Daniel Beaumont, conseiller pédagogique.

Au titre de l'éducation du premier degré :

— *Titulaires :*

- M. Henri Philippe, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Uturoa (Raïatea) ;
- M. Robert Moufat, directeur de l'école de Patio (Tahaa) ;
- M. Robert Dubosq, instituteur spécialisé de l'école à Fiti (Huahine).

— *Suppléants :*

- Mme Annette Lamarque, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Vaitape (Bora Bora) ;
- Mme Simone Hart, directrice de l'école de Vaitape (Bora Bora) ;
- M. Jean-Paul Rodriguez, instituteur spécialisé à l'école de Vaitape (Bora Bora).

Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :

— *Titulaires :*

- Dr Jean Gallon, médecin au centre d'hygiène scolaire de Uturoa ;
- Mme Aline Gallon, assistante sociale.

— *Suppléants :*

- Dr Dominique Marghen, médecin-chef du dispensaire de Uturoa ;
- Mme Andréa Taumihau, éducatrice spécialisée.

Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :

— *Titulaires :*

- M. Eddy Ehu, F.A.P.E.E.P. ;
- M. Michel Gay, U.T.A.P.H.I. ;

— *Suppléantes :*

- Mme Eloana Tautoo, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Jeanne Pescheux, U.T.A.P.H.I..

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. des îles Sous-le-Vent sera assuré, à mi-temps, par M. Michel Guillots.

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE TAHITI-OUEST/MOOREA

- *Président :* M. Franc Tancogne, inspecteur départemental de l'éducation nationale.
- *Suppléant :* M. Joël Mathel, conseiller pédagogique.

Au titre de l'éducation du premier degré :

— *Titulaires :*

- Mme Francine Azoulay, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Tiapa (Paea) ;
- Mme Mathilda Salmon, directrice de l'école de Apatea (Papara) ;
- Mme Rose-Marie Pere, institutrice spécialisée de l'école de $2 + 2 = 4$.

— *Suppléants :*

- Mme Eugénie Le Gayic, psychologue scolaire au G.A.P.P. de Apatea (Papara) ;
- M. Maire Dexter, directeur de l'école de Vaiatu (Paea) ;
- M. Christian Duffieux, instituteur spécialisé à l'école de Maehaa Nui (Punaauia).

Au titre de la santé publique et du service des affaires sociales :

— *Titulaires :*

- Dr Jean-François Roche, médecin du centre médico-scolaire de Papara ;
- Mme Solange Besillat, assistante sociale de Punaauia.

— *Suppléants :*

- Dr Hervé Picherit, médecin du centre médico-scolaire de Papara ;
- M. Marc Cizeron, assistant social de Papara.

Représentants des associations de parents d'élèves et des associations des familles des enfants et adolescents handicapés :

— *Titulaires :*

- M. François Manuel, F.A.P.E.E.P. ;
- M. François Chung, U.T.A.P.H.I..

— *Suppléants :*

- M. Aldo Tirao, F.A.P.E.E.P. ;
- Mme Joëlle Aumérat, U.T.A.P.H.I..

Le secrétariat permanent de la C.C.P.E. de Tahiti-Ouest/Moorea sera assuré par M. Marama Tarati.

Art. 3 — Les dispositions de l'arrêté n° 524 CM du 25 avril 1989 sont abrogées.

Art. 4 — Le ministre de l'éducation et de la fonction publique et le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'éducation
et de la fonction publique,*
Raymond VAN BASTOLAER.

*Le ministre de la santé,
de l'environnement
et de la recherche scientifique,*
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 363 CM du 5 avril 1990. — Un deuxième prêt d'études professionnelles est consenti à M. Karim Christian Chin Foo pour l'accomplissement de sa formation pratique de pilote professionnel avion, qualification vol aux instruments.

Le montant de ce prêt est de *trois millions de francs Pacifique* (3.000.000 FCP) versé en une seule fois. Sur justification d'inscription dans un centre de formation, l'imputation budgétaire s'effectue sur le chapitre 925, article 2517, opération 380-89, du budget du territoire.

Le taux d'intérêt annuel est de 8 %. Le remboursement des sommes prêtées à M. Karim Christian Chin Foo, consolidées des intérêts, s'effectuera par annuités constantes, dans un délai maximum de dix années, et ce, un an après la fin de ses études.

Un contrat entre le territoire, représenté par le ministre de l'éducation et de la fonction publique, et M. Karim Christian Chin Foo formalisera le caractère contractuel des dispositions précédentes. En garantie du remboursement des sommes avancées à l'intéressé, il sera demandé une caution solidaire et une couverture d'assurance-vie et invalidité professionnelle. En outre, M. Karim Christian Chin Foo renoncera à toute demande d'exonération ou de remise gracieuse.

Par arrêté n° 1553 MED/PEL du 11 avril 1990. — Le concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un technicien en informatique, agent contractuel de la 1^{re} catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, au service de la mer et de l'aquaculture, est organisé ainsi qu'il suit :

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires du diplôme en informatique avancée.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2^e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au vendredi 6 avril 1990, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Le jury chargé de l'entretien avec les candidats est composé comme suit :

- Le chef du service de la mer et de l'aquaculture, ou son représentant ;
- Le directeur du Spot, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'informatique par intérim, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Le jury se réunira le jeudi 26 avril 1990 à 14 h 00, dans la salle de conférences du service du personnel et de la fonction publique et sera immédiatement suivi par la commission d'examen.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, ou son représentant ;
- Le chef du service de la mer et de l'aquaculture, ou son représentant ;
- Le directeur du Spot, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Par arrêté n° 382 CM du 12 avril 1990. — Est modifié comme suit, l'arrêté n° 1263 CM du 22 novembre 1988 portant désignation des commissaires de gouvernement, pour les lycées suivants, à compter du 2 avril 1990 :

Lycée Paul Gauguin	: M. Yune Maurice
Lycée technique hôtelier	: Mme Tremosa Christine
L.P. de Taravao	: Mme Bour Sonia.

Le reste sans changement.

MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ARRETE n° 1459 MEF du 6 avril 1990 portant délégation de signature à MM. Thierry Teal et Christian Mou, agents du service du plan et de l'aménagement du territoire.

Le ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 164 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la délibération n° 88-14 AT du 11 février 1988 portant création du service du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 254 CM du 16 mars 1988 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service du plan et de l'aménagement du territoire et précisant ses attributions ;

Vu l'arrêté n° 296 CM du 18 mars 1988 portant nomination du chef du service du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1624 MEF du 11 avril 1989 portant délégation de signature du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire à M. Franky Sacault, chef du service du plan et de l'aménagement du territoire par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Pendant l'absence de M. Franky Sacault, chef du service du plan et de l'aménagement du territoire par intérim, délégation de signature est donnée, conformément aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à :

- M. Thierry Teai, à l'effet de signer les correspondances relevant du paragraphe 5 de l'arrêté n° 254 CM susvisé, relatif aux travaux concernant le SAGE ;
- M. Christian Mou pour les autres correspondances relevant notamment de la section plan.

Art. 2.— Au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S., M. Christian Mou est autorisé, en l'absence de M. Franky Sacault, à procéder au contrôle de l'engagement et à la liquidation des dépenses relatives aux programmes intéressant les services et établissements publics bénéficiaires de crédits F.I.D.E.S.

Il est également autorisé, dans la limite de 150.000 F CFP, à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local et de la section locale du F.I.D.E.S., relatives au fonctionnement du service.

Art. 3.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 1624 MEF du 11 avril 1989.

Art. 4.— Le ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1990.
Louis SAVOIE.

MINISTRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Par arrêté n° 358 CM du 5 avril 1990.— Est rendu exécutoire la délibération n° 90-1 OTHS du 16 février 1990 approuvant le budget primitif 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.

Par arrêté n° 359 CM du 5 avril 1990.— Le Président du gouvernement est habilité à signer au nom du territoire une convention de maître d'ouvrage délégué, pour la viabilisation des terrains d'assiette à mettre à la disposition de la S.A.E.M. Fare de France, avec l'Office territorial de l'habitat social.

Par arrêté n° 360 CM du 5 avril 1990.— Est rendu exécutoire la délibération n° 90-8 OTHS du 29 mars 1990 approuvant les modifications du budget 1990 de l'Office territorial de l'habitat social.

Par arrêté n° 1458 MUR du 6 avril 1990.— M. Henri Jay est autorisé à étendre le lotissement de sa propriété par création d'un nouveau lot, sur une parcelle de la terre Faretiara, sise à Arue, cadastrée n° 33, section V.

Le lot créé d'une superficie de 7.561 m² est essentiellement destiné à l'exploitation agricole.

Dossier

Le dossier pris en considération comprend les documents suivants et enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 18 janvier 1990 et 1er mars 1990, sous le n° 90-02 L :

- Acte de vente établi par Me Lejeune,
- Plan de situation,
- Plan cadastral.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier annexé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Arue,
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 1662 MUR du 18 avril 1990.— Dans le cadre de la réalisation de la 2e tranche du lotissement Lichon par M. Louis Lichon, sur une partie de l'ancienne propriété Bonnet, parcelle cadastrée n° 77 partie, section A.L., sise à Punaauia, le dossier définitif composé comme suit est approuvé :

- Plan de bornage dressé par M. Guion le 6 février 1990,
- Plan de recollement dressé par M. Guion le 6 février 1990 et modifié le 30 mars 1990,
- Cahier des charges établi par Me Solari, déposé le 16 mars 1990.

Deux expéditions du cahier des charges approuvé seront déposées au secrétariat du service de l'urbanisme après formalité de transcription à la conservation des hypothèques.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia,
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

ARRETE n° 90-12 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.

Le Président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 51 ;

Vu la lettre n° 1450 PR en date du 28 mars 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 1508 PR en date du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire,

Arrête :

Article 1er. — L'ordre du jour de la session extraordinaire est complété comme suit :

1) Projet de délibération accordant l'aval du territoire à l'Institut de la communication audiovisuelle pour un emprunt de 150.000.000 FCP auprès de la banque Socredo ;

2) Projet de délibération portant exonération des droits et taxes à l'importation applicables aux matériels de tournage et de production vidéophoniques ;

3) Projet ou proposition de délibération portant exonération du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certains équipements et matériels mobiles destinés à être utilisés dans le cadre du centenaire de la ville de Papeete ou de la visite du Président de la République dans le territoire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1990.
Jean JUVENTIN.

ARRETE n° 90-13 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.

Le Président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ; notamment son article 51 ;

Vu la lettre n° 1450 PR en date du 28 mars 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 1508 PR en date du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-12 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 1517 PR en date du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire,

Arrête :

Article 1er. — L'ordre du jour de la session extraordinaire est complété comme suit :

1°) Projet de délibération portant prorogation de l'article 3 de la délibération n° 88-39 AT du 19 mai 1988 relatif à l'exploitation en Polynésie française, par la société "Winstar Sail Cruiser Limited", du navire de croisière "Wind Song".

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1990.
Le président,
Jean JUVENTIN.

ARRETE n° 90-14 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.

Le Président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ; notamment son article 51 ;

Vu la lettre n° 1450 PR en date du 28 mars 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-11 Prés./AT du 29 mars 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 1508 PR en date du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-12 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 1517 PR en date du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-13 Prés./AT du 10 avril 1990 portant complément de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 189 PR du 10 avril 1990 de M. le Président du gouvernement du territoire,

Arrête :

Article 1er. — L'ordre du jour de la session extraordinaire est complété comme suit :

1°) Projet de délibération fixant des mesures en matière de transfert d'autorité parentale ;

2°) Projet de délibération modifiant les dispositions du code de procédure civile concernant l'autorité parentale.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1990.

Le président,

Jean JUVENTIN.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Exequatur accordés à des consuls.

L'exequatur est accordé à M. Richard Anthony Rowe, consul général d'Australie à Nouméa, avec juridiction sur la Polynésie française et les îles Wallis et Futuna.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT, DES TUAMOTU-GAMBIER
ET DES ILES SOUS-LE-VENT
DU MOIS DE MARS 1990

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-180-1 MUR/AU, M. Joseph Kong, parcelle cadastrée 106 section D (lot 8 de la terre Teiriiriri) près du C.E.P. P.K. 3,600, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90-227-1 MUR/AU, M. Danny Roméo Chung, parcelle cadastrée 69 section A (terrain dépendant du domaine Marciillac), P.K. 3,400 côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 14 mars 1990

N° 89-1260-7 MUR/AU, M. Daniel Liau, parcelles cadastrées 23, 24, section A (lot 3 du lotissement Caldeira) P.K. 3,200 près du magasin "Leaa", aménagement d'1 local en fabrique de pâtisserie.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-165-1 MUR/AU, Mme Nati Tuhei, parcelle cadastrée 15 section I (parcelle de la terre Ofaiputuputu) P.K. 4,700 Erima, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-236-1 MUR/AU, Mlle Andréa Rereao lot 26 du lotissement Erima îlot C, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 mars 1990

N° 90-88-3 MUR/AU, E.E.P.F., parcelle cadastrée 83 section B (parcelle de la terre Outuahiahi 1 et 2) P.K. 4,600, "tombeau du Roi Pomare V", côté mer, 1 maison d'habitation + 1 bureau ;

N° 90-278-1, Commune, lots 3 et 4 du lotissement Erima îlot C, près du réservoir R2 Sétit, face au C.J.A., 1 local pour matériel électromécanique ;

N° 90-213-1, M. Mme Henri Carini, parcelle cadastrée 34 section I (lot 8 du lotissement Erima îlot G), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 1er mars 1990

N° 90-170-1 MUR/AU, M. Mihaera Mahinui Tekurio, lot 8 du lotissement Heiri, extension et modification intérieure d'1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90-178-1 MUR/AU, M. Mme Ebeneta Tefaaora, parcelle cadastrée 411 section R1 (parcelle du lot 80 de la terre Tataraoahua), 1 mur de clôture ;

N° 90-207-1, M. Charles Taro Spitz, parcelle A du lot 8 du lotissement de partie des terres Maititi 2 - Vairimu 2 et Totoie 2 P.K. 5,800 côté montagne, 1 maison d'habitation + 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 14 mars 1990

N° 90-61-1 MUR/AU, M. Daniel Sienne, parcelle cadastrée 381 section C (lot 22 du lotissement Tefaurai - extension), 1 maison d'habitation ;

N° 90-174-1, M. Yves Vongue, parcelle cadastrée 643 section T2 (lot 4 du domaine de Pamatai) à Pamatai, 1 mur de clôture ;

N° 90-244-1, Mme Marie-Odile Volkman, parcelle cadastrée 19 section M (lot 2B de la terre Punarua), 1 mur contigu.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-53-4 MUR/AU, Sétit, aéroport de Faa'a, réaménagement et extension du bâtiment "catering";

N° 90-159-1, Mlle Manuela Deane, parcelle cadastrée 1 section N (parcelle de la terre Tahutumu 2) P.K. 2,600 près de la station "Les Tropiques", 1 maison d'habitation;

N° 90-205-1, M. Ephraïma Maiarii, lot n° C.79 du lotissement Pamatai, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-215-1 MUR/AU, M. Mme Henere Tinirau, parcelle cadastrée 865 section T3 (lot 38 du lotissement Tiarii), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 mars 1990

N° 90-232-1 MUR/AU, M. Mme Michel Falchetto, parcelle cadastrée 19 section H (lot B.2 de la terre Moivaho), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-128-1 MUR/AU, Mme Georgina Temanaha née Tuahine, parcelle cadastrée 52 section AD (parcelle de la terre Pactaha 2) à Papenoo P.K. 15,8 côté montagne, 1 maison d'habitation;

N° 90-199-1, Mlle Edith Lo, lot n° 2 dépendant du plan de partage du lot n° 10 bis de la propriété Temaru Nadeaud, à Hitiaa, P.K. 38,2 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90-151-1 MUR/AU, M. Mme Jean-Marie Pito, parcelle du lot 6 de la terre Temairai à Papenoo quartier Atger, P.K. 14,8, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-155-1 MUR/AU, M. Rodolphe Moua, lot n° 22 du lotissement Opaerahi II, extension d'1 maison d'habitation (ajout d'1 chambre + terrasse).

Travaux autorisés le 9 mars 1990

N° 89-1428-1 MUR/AU, M. Emile Gardan, lot 30 du lotissement Les Alizés, 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 12 mars 1990

N° 90-194-1 MUR/AU, Mme Olga Dexter veuve Sandford, parcelle cadastrée 47 section K (lot 6.D du domaine de Mahina) Pointe Vénus, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-89-4 MUR/AU, M. Mme Hugues Guilloux, parcelle cadastrée 9 section V.1 (parcelle C de la terre Potna P.K. 9,500,

côté montagne, extension et réaménagement d'un bâtiment existant devant abriter une activité de restauration;

N° 90-245-1, M. Benoît Tarahu Moechau, parcelles cadastrées 60 et 90 - section C (parcelle de la terre Haupua 2) Pointe Vénus, 1 clôture.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-124-2 MUR/AU, E.E.P.F., partie de la parcelle cadastrée n° 93, section B (parcelle de la terre Teiriiri) Pointe Vénus près du temple, 1 local "bureau-débaras".

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-272-1 MUR/AU, M. Raphaël Tiaapu et Mlle Tina Chong, parcelle cadastrée 178 section L (parcelle d'une partie du lot 5 de la terre Tepamatai) quartier Aumérin, Pointe Vénus, 1 maison d'habitation;

N° 90-248-1, M. Fabrice Epinette, parcelle cadastrée 85 section M (lot 199 du lotissement Mahina Tahua Rahi), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 mars 1990

N° 90-225-1 MUR/AU, M. André Ortas Tetairia, parcelle cadastrée 98 section C (parcelle de la terre Amahinatai) Pointe Vénus, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-189-1 MUR/AU, M. Gilbert Mou Sing, lot n° 2 du lot C dépendant du lot 4 de la terre Teharoto à Teavaro, 1 maison d'habitation;

N° 90-190-1, M. John Helme, parcelle de la terre Teataeputa à Haapiti, lieu-dit Paia, 1 maison d'habitation;

N° 90-197-1, Mlle Johann Lacombe, parcelle D du lot n° 7 de la terre Paia à Haapiti, P.K. 16,300 côté montagne, 1 maison d'habitation;

N° 90-107-1, M. Lysis Salmon Pater, parcelle de la terre Tehavivo à Papetoai, 1 atelier de réparation d'appareils ménagers.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-181-1 MUR/AU, M. Christophe Augustin et Mlle Maëa Smidt, parcelle du surplus de la terre Faratea 2 à Paopao, P.K. 7,970 près de l'église adventiste, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-226-1 MUR/AU, Mlle Emeline Firiapu, parcelle du lot 2 de la terre Ofairuro-Pavete à Teavaro, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-149-1 MUR/AU, M. Mme Jacques Mahuta, lot n° 2 du lotissement Zeimet P.K. 18,2 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90-143-1 MUR/AU, Mme Elisabeth Teore Fuller, lot 3 de la terre Tuaraa 2 P.K. 20,800 côté mer, 1 maison d'habitation (distribution intérieure + toiture) ;

N° 90-184-1, M. Jean-Lys Petit, lot 1 de la terre Teonehuahua vallée de Orofero, 1 maison d'habitation + 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-102-4 MUR/AU, Commune, enceinte de l'école Tiapa, aménagement d'1 salle d'entraînement de la salle omnisport.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-261-1 MUR/AU, M. Mme Joseph Moux, parcelle de la terre Tetahua (ancienne propriété Hélène Chapman veuve Frogier) P.K. 23,600 côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-136-2 MUR/AU, M. Bernard Teina, parcelle cadastrée 70 section AC (lot 3 de la propriété Cadousteau) P.K. 19,500 côté montagne, 1 maison d'habitation + 1 garage ;

N° 90-220-1, M. Stanly Tahutini, parcelle de la terre Tearama, 1 maison d'habitation ;

N° 90-269-1, M. Mme Rodrigue Syte, lot 8 du lotissement Puhana, P.K. 27,200, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 1er mars 1990

N° 90-118-1 MUR/AU, Mme Ida Richmond, parcelle des parcelles B et C du partage du lot 8 du domaine Taharuu P.K. 38,400 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-206-1 MUR/AU, M. Yannick Sandford, parcelle A des lots 3, 4 et 5 dépendant de l'ancien domaine d'Atimaono, P.K. 39 côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-157-1 MUR/AU, Mme Sarah Lai née Moe, lot n° 25 B du lotissement Ilikai, agrandissement d'1 maison d'habitation (chambre, salle d'eau, cuisine, salle à manger) ;

N° 89-1013-2, M. Alvesti Tefaatau, lot n° 41.B du lotissement Ilikai, extension d'1 maison d'habitation + modification de toiture.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-122-1 MUR/AU, M. Vetea Parau (Ehric), parcelle des terres Tuaiwa (ou Tetumahuta) et Outuroua, P.K. 30 près de "Raoul Ebb-Norine Rey", 1 maison d'habitation ;

N° 90-212-1, Mlle Chantal Jennings, lot 2 du lot B de la terre Afarerii P.K. 33,100, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-218-1, Mme Victorine Teinauri, parcelle B du lot 9 du domaine de la succession Teahaamatai, P.K. 38 près du lotissement "Leilany", 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-216-1 MUR/AU, Mlle Linda Chung Tehio, parcelle A dépendant du lot 3 du partage des terres Tuaiwa dite Tetumahuta et Outuroua P.K. 30 côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 90-282-1, M. Pascal Nordman et Mlle Véronique Cérant-Jérusalémy, lot 2 de la propriété dénommée "ancien domaine N.T. Brander" P.K. 36,200 côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 89-161-1 MUR/AU, direction de l'équipement, service de l'arrondissement bâtiment, parcelle du domaine de Tipaerui chemin vicinal de Tipaerui, 1ère tranche du conservatoire artistique territorial.

Travaux autorisés le 26 mars 1990

N° 89-185 MUR/AU, O.T.H.S., Titioro Uta, viabilisation du groupement d'habitations (1ère tranche) ;

N° 89-186, O.T.H.S., Tipaerui Grand, viabilisation du groupement d'habitations ;

N° 89-170, Fare de France, Titioro Uta, 4 bâtiments à groupement d'habitations (1ère tranche) ;

N° 90-01, Fare de France, Tipaerui Grand, 6 immeubles à groupement d'habitations.

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-130-2 MUR/AU, Mlle Monique Léogite, parcelle cadastrée 224 section H (parcelle C des terres Taoc et Vaipahu, lot n° 1) route de Fare Rau Ape, 1 maison d'habitation ;

N° 90-183-1, M. Etienne Tuoraa, parcelle cadastrée 53 section N (lot 5 de la terre Purua) route de Nahoata, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 14 mars 1990

N° 90-196-1 MUR/AU, M. François Lee Wing, parcelle cadastrée 173 section E (lot B dépendant du lot 3 de l'ancienne propriété Porlier) rue Paul Bernière, quartier Porlier, extension d'1 maison d'habitation (ajout de chambre-salle d'eau-cellier).

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-76-6 MUR/AU, Territoire, parcelles 4 et 5 de la terre Shilson, au Centre de la mère et de l'enfant à Hamuta (parcelle cadastrée 179 section H), 1 restaurant.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-257-1 MUR/AU, S.C. Tamatoa Nui, parcelle cadastrée 225 section K (lot J.1 du plan de partage de la succession "Emile Chin Foo"), 1 bâtiment de 2 maisons d'habitation jumelées ;

N° 90-288-1, M. Mme Alain Jaudès, parcelle cadastrée 197 section R2 (lot 4 du lotissement Vetea Nui), 1 mur de soutènement + terrassement.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 2 mars 1990

N° 90-110-1 MUR/AU, M. Nicolas Zukowa et Mlle Margie Nordman, parcelle cadastrée 83 section A.V (lot 109 du lotissement Te Tavake), 1 maison d'habitation + 1 fare potee + 1 piscine + terrassement ;

N° 90-148-1, M. Mme Ernest Gaviotto, lot 156.F du lotissement Le Lotus, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 89-531-2 MUR/AU, M. Teiva Thunot, lot n° 42 du lotissement Te Tavake, P.K. 10, modification de la toiture ;

N° 90-33-1, Mlle Mareva David, parcelle cadastrée 211 section AL (lot 1 de la terre Tearu 1) P.K. 8,500 à Outumaoro, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-175-1, M. Gérard Lehartel et Mlle Dania Ueva, lot n° H.238 du lotissement Lotus, 1 clôture + 1 muret de parement ;

N° 90-187-1, Mlle Linda Cadousteau, parcelle cadastrée 83 section M (parcelle du lot 1 de la propriété Tehei Scholermann) P.K. 11,900 pointe des pêcheurs, 1 maison d'habitation ;

N° 90-211-1, M. Mme Manua Tapa, parcelle cadastrée 289 section N (parcelle de terre de la parcelle A et B du domaine Teissier) P.K. 12,800, près de l'école "2+2" côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-52-1, M. Yves-Marie Dubois, lot n° 3 du lotissement Toarotu Rahi (partie basse), 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 9 mars 1990

N° 90-169-1 MUR/AU, M. Pierre Chanut, lot 3 du lotissement Mata Miti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90-58-2 MUR/AU, M. Mme Eugène Young, parcelle cadastrée 386 section O (parcelle D de la terre Atinuu) P.K. 13 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-152-1, M. Louis Ange Lequerré, parcelle cadastrée 18, section O (parcelle de la terre Fortuné Teissier) P.K. 13 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-192-1, M. Tony Adams, lot 155 du lotissement Te Maru Ata, 1 maison d'habitation ;

N° 90-195-1, M. Emile Adams et Mlle Lucie Tautu, parcelle cadastrée 129 section O (lot 95 du lotissement Punavai Plaine), 1 maison d'habitation + 1 garage.

Travaux autorisés le 14 mars 1990

N° 90-193-1 MUR/AU, M. Jean-Marc Colombe, lot 46 du lotissement Te Maru Ata P.K. 16,8 côté montagne, extension d'1 maison d'habitation (ajout de chambre-salle de bain-terrasse) ;

N° 90-182-1, M. Philippe Chan, lot n° 6 du lotissement Tiare Village II, P.K. 11,3 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-154-1 MUR/AU, M. Nino Piccolini, parcelle de la terre Fareara P.K. 13,900 côté montagne, 1 clôture ;

N° 90-172-1, M. Mme Jean-Louis Ravat, lot n° 180 du lotissement Taapuna, garage + terrasse en extension d'1 logement existant ;

N° 90-258-1, M. Hugues Benoit et Mlle Afamoe Tou-Fene, lot n° B.1 du lotissement Orohiti, 1 appentis.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-10-3 MUR/AU, M. Ah Yin Chan Fook Wan, parcelle cadastrée 78 section I (lot 2 de la terre Teiviroa 1) P.K. 7,900 côté montagne chemin du centre Te Tiare, aménagement d'1 cuisine existante (plats à emporter) ;

N° 90-34-2, M. Moana David, parcelle cadastrée 213 section AL (lot 3 de la terre Tearu) P.K. 8,500 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-230-1, M. Jean-Henri Malateste, lot 9 du lotissement Tiare Village II, P.K. 11,300 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-231-1, M. Jean-Jacques Malateste, lot 7 du lotissement Tiare Village II, P.K. 11,300 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-252-1 MUR/AU, M. Michel Chaumeil, parcelle cadastrée 83 section BC (lot 80 du lotissement Taapuna) P.K. 10,1 côté montagne, 1 piscine + 1 abri de jardin ;

N° 90-286-1, Mlle Merlyna Mai, parcelle détachée de la parcelle B du lot 2 des terres Toia-Papauri-Papahiaroa et Farepapa P.K. 12,500 près de la propriété de "M. Guillemet", 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 mars 1990

N° 90-285-1 MUR/AU, M. Mme Michel Luine, lot 140 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-105-1 MUR/AU, Mme Ellis Maruhiri veuve Tamu, parcelle des terres Paepaeroa-Aitoe-Tematimati-Tetopa et Terota (partie) à Pueu, P.K. 9,600 côté montagne, 1 mur de protection.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 89-1536-8 MUR/AU, S.C.I. Vanquin, parcelle A.1 de la terre Tetaumatai à Afaahiti face au Rimap, aménagement du rez-de-chaussée d'un bâtiment en magasin de lingerie-habillement ;

N° 90-223-1, M. Mme Gérard Vairaroa, lot 2 de la parcelle L de la terre Tiaono à Faaoe P.K. 46,6 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-241-1 MUR/AU, M. Mme Philippe Pichi, parcelle de terre formant le lot 1 du plan de partage de la parcelle A de l'ancienne propriété A. Picard à Afaahiti, route du plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90-262-1 MUR/AU, M. John Vaitini Tefana Vivish, lot 5 issu du partage de la parcelle B du lot 8 du lotissement d'Afaahiti à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 90-273-1, M. Roland Tien Wah et Mlle Aiata Bambridge, parcelle de terre détachée de la propriété "Van Bastolaer B." (partie), composée des terres Tepupuru-Punatea ou Pouatea-Atihau et Tupereua à Afaahiti 100 m avant la route du plateau, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-162-1 MUR/AU, M. et Mme Jean-Claude Hervé, lot n° 5.231 du lotissement Puunui à Vairao, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-201-1 MUR/AU, M. Mme Teraimano Tuatini, parcelle B dépendant du partage du lot n° 6 du partage de la terre Teiriiri à Papeari P.K. 53 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-203-1, Mlle Micheline Garet, lot n° 7 de la terre Teiriiri à Papeari, P.K. 53,400 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-214-1, M. Alain Robert Sangue, lot n° 1 de la terre Puuonoono à Papeari, P.K. 53,600 côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 14 mars 1990

N° 90-177-1 MUR/AU, MM. Jean, Alain et Aldo Sangue, droit des terres Iriirimoo 1, 2, 3 Orohiti 2, 3 et Oneroa 1 à Papeari P.K. 53,300 côté mer, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 20 mars 1990

N° 90-57-1 MUR/AU, M. Eriotoro Mamatui et Mlle Johanna Lemaire, lot B.2 (b) dépendant du lot 2 de l'ensemble des terres Putaiaa (partie) -Vaihonu-Hiemo et Puuonora à Mataiea P.K. 48 côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 mars 1990

N° 90-222-1 MUR/AU, M. Albert Kaiha, parcelle A dépendant du lot 1 de la terre Tepaatae 2 à Mataiea P.K. 43,500 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 90-235-1, M. Tani Paheroo, parcelle A du lot 1 de la terre Aitohu, à Papeari, P.K. 52 côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 1er mars 1990

N° 90-106-1 MUR/AU, T.G., M. et Mme Teiva Huri, terre Tevaihi à Tikehau, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 89-1151-3 MUR/AU, T.G., service de l'arrondissement maritime, parcelle 3.T. de la terre Ariatarea, 1 plate-forme + appontement.

COMMUNE DE MANIHI

Travaux autorisés le 7 mars 1990

N° 90-161-1 MUR/AU, T.G., M. Serge Aubert et Mme Marie-Lucie Geslin, parcelle de la terre Nanako (plan parcellaire n° 17, secteur 2), 1 maison d'habitation.

SUBDIVISION DES ILES SOUS-LE-VENT

Dossiers autorisés le 2 mars 1990

PC n° 3 MU/ISLV, M. Jean Yves Guillo, Uturoa, lot n° 125 Tahina, maison d'habitation.

Dossiers autorisés le 13 mars 1990

PC n° 394 AU/ISLV, See "M.C.R." mandataire Mme Lorena Nadjarian, Uturoa, extension magasin ;

PC n° 385, direction équipement Uturoa, construction base technique et bureaux ;

PC n° 386, O.T.E.S.S.E. mandataire M. Michel Paillé, Uturoa, hangar technique, stade territorial ;

PC n° 388, Mme Jeannette Natua, Taputapuata-Avera, maison d'habitation ;

PC n° 389, M. Nestor Tetavira, Taputapuata-Puohine, maison d'habitation ;

PC n° 390, M. Robert Tehahe, Tumaraa-Tevaitoa, maison d'habitation ;

PC n° 391, M. et Mme Teamo Lo Shing, Tumaraa-Vaiaau, maison d'habitation ;

PC n° 392, M. Nelson Brotherson mandataire de la mission adventiste du 7ème jour, Tumaraa-Vaiaau, maison de réunion ;

PC n° 393, municipalité de Tahaa, Tahaa-Vaitoare, maison d'habitation ;

PC n° 394, M. Roger Hahe, Tahaa-Poutoru, maison d'habitation ;

PC n° 396, M. Isamaela Taerocho, Tahaa-Patio, maison d'habitation ;

PC n° 398, municipalité de Bora Bora, Bora Bora-Nunue, hangar (C.J.A. Tiipoto) ;

PC n° 399, Mme Fauvahine Tuairau, Bora Bora-Faanui, maison d'habitation ;

PC n° 400, M. et Mme Gilbert Kohumoetini, Bora Bora Nunue, maison d'habitation ;

PC n° 401, municipalité de Maupiti, Maupiti, terrassement réseau hydraulique ;

PC n° 2, Fonds d'entraide aux îles, Maupiti, hangar.

Dossiers autorisés le 27 mars 1990

PC n° 524 AU/ISLV, église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, mandataire M. Benjamin Sinjoux, Uturoa, extension et modification chapelle ;

PC n° 529, Mlle Odile Huioutu, Taputapuata-Avera, maison d'habitation ;

Lettre n° 530, Mme Pauline Chevalier, Taputapuata-Avera, reconduction PC n° 1954 AU/ISLV du 24 octobre 1988) ;

PC n° 531, M. Jean François Millaud, Tahaa-Haamene, maison d'habitation ;

PC n° 532, E.E.P.F. mandataire A. Tauria, Tahaa-Tapuamu, maison de réunion ;

PC n° 534, S.A. "Hana Iti", mandataire M. A. Duclerc, Huahine-Haapu, ensemble hôtelier ;

PC n° 535, M. Henri Aihou, Bora Bora-Anau, maison d'habitation ;

PC n° 536, M. et Mme Max Temauri, Bora Bora-Anau, maison d'habitation ;

PC n° 537, M. Loyat Opuputaatipatchereite, Maupiti, snack restaurant.

Dossiers autorisés le 29 mars 1990

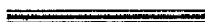
PC n° 4 MU, Mme Violette Nondan, Uturoa, maison d'habitation.

Dossiers autorisés le 30 mars 1990

Lettre n° 5 MU, M. Armand Ly Ani, Uturoa, maison d'habitation reconduction PC n° 49 MU du 22 décembre 1988 ;

Lettre n° 6, Mlle Cindy Deane, Uturoa, maison d'habitation (reconduction PC n° 26-89 MU du 14 mars 1989) ;

PC n° 7, M. et Mme Terii et Mareta Paoaafaite, Uturoa, maison d'habitation.



PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

N° 468 MUR.AU

Référ. : - Arrêté n° 3491 MUR.AU du 5 septembre 1988

- Arrêté n° 3284 MUR du 20 juin 1989

- Arrêté n° 1457 MUR du 6 avril 1990

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation de la 3e tranche du lotissement Fautaua Val, de 17 logements, sis à Pirae, par la S.A.E.M. Fare de France, ayant été accomplies, le présent certificat, prévu à l'article D 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 17 avril 1990.

*Le ministre de l'urbanisme et du logement,
des transports terrestres
et de l'administration générale,
François NANAI.*

COMMUNE DE PAPEETE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE PAPEETE POUR LES MOIS DE FEVRIER ET MARS 1990

Travaux autorisés le 1er février 1990

N° 90.6, Yip Augustine, vallée Tepapa-Mission, construction d'une maison ;

N° 90.8, Teahi Victoire, vallée du Tira-Mission, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 2 février 1990

N° 90.10, Tahuhuterani Auguste, Patutoa, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 7 février 1990

N° 90.15, Raihauri Marcellino, vallée Papeava-Mission, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 9 février 1990

N° 90.13, Teriitaumihau F., Titioro, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 22 février 1990

N° 90.4, Malmezac René, Fare Ute, construction d'un entrepôt ;

N° 90.26, Léontieff Serge, Fare Ute, construction d'un entrepôt.

Travaux autorisés le 6 mars 1990

N° 90.014, Vonsy Jean, rue des Poilus-Tahitiens, extension d'l bâtiment de bureaux ;

N° 90.016, Tehaamatai Louis, rue Dumont-d'Urville, aménagement d'l bâtiment existant ;

N° 90.018, Yin Solange, Ste-Amélie At Rey, construction d'l snack ;

N° 90.021, Cave Dexter, Pic-Rouge, adjonction d'l habitation ;

N° 90.022, Lehartel Eliane, avenue du Chef-Vairaatoa, aménagement d'l maison d'habitation ;

N° 90.024, Alves Joaquine, Patutoa, construction d'l maison d'habitation ;

N° 90.027, Varet Michelle, Paofai, construction d'l mur de soutènement ;

N° 90.028, Utia Edgar, Tipaerui, construction d'l maison d'habitation ;

N° 90.036, Bordes Sergios, vallée Papeava-Mission, construction d'l mur de clôture et garage.

Travaux autorisés le 9 mars 1990

N° 90.020, Mlle Lao Kim Louisa, Tipaerui, construction d'l snack ;

N° 90.029, Faussane Albert, Ste-Amélie, construction d'l maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 mars 1990

N° 90.033, Tetuanui Tuarae, Vaininiore, construction d'l maison d'habitation.

Travaux autorisés le 15 mars 1990

N° 90.019, Licheng Bernard, avenue Pomare-V, construction d'l maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 mars 1990

N° 90.029, Caihai Sheng, Faariipiti, rue St-Hilaire, aménagement d'l snack dans construction existante ;

N° 90.037, M. et Mme Domingo Roland et Ida, lotissement Fenua Ute, construction d'l maison d'habitation.

INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE

INDICE DES PRIX DE DETAIL
A LA CONSOMMATION FAMILIALE

Mois de mars 1990

Base 100 : décembre 1988

<i>Indice général</i>	103,2
— Alimentation	104,9
— Produits manufacturés	102,3
- dont habillement	99,9
- dont autres produits manufacturés	102,8
— Services	102,6

COMMUNIQUE N° 650 ITSTAT
du 19 avril 1990

Les indices et index TPP et BTP du mois de mars 1990 entrant dans les formules de révision des marchés sont disponibles à l'Institut territorial de la statistique, rue Jeanne-d'Arc, Papeete, téléphone 43.71.96.

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 90-12 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Lai Ah Che Téking, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un élevage porcin (extension et régularisation), sur la terre Vaihara sise au P.K. 19 côté montagne, dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitiaa O Te Ra.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 30 avril 1990 et jusqu'au 30 mai 1990.

L'installation comprendra :

- six bâtiments pour un total de 1.000 bêtes ;
- un système de traitement de lagunage aéré avec lagune de décantation.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire auprès du service de l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : service de l'économie rurale, section élevage de Pirac, téléphone 42.81.47.

Fait à Papeete, le 9 avril 1990.
Pour le ministre et par délégation :
Le délégué à l'environnement p.i.,
Laurent BORDE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Société Civile Professionnelle
"E. LEQUERRE et C. VANHAECKE"
Titulaire d'un Office Notarial
à PAPEETE, 60 rue Dumont-d'Urville

Aux termes d'un acte reçu par Me Claude VANHAECKE, notaire associé de la S.C.P. E. LEQUERRE et C. VANHAECKE, à PAPEETE (Tahiti) le deux avril mil neuf cent quatre-vingt-dix,

M. BOURD Jean-Claude, demeurant à HAAPITI (Moorea),

A VENDU A :

M. François FITE, demeurant à HAAPITI (Moorea),

Un fonds de commerce de GLACIER, sis et exploité à HAAPITI (Moorea), situé dans le centre commercial du Petit Village, sous le nom commercial "MOOREA GLACES",

Ledit fonds comprenant :

I - *Eléments incorporels :*

- a) La clientèle et l'achalandage y attaché,
- b) L'enseigne et le nom commercial,
- c) Le droit au bail des locaux dans lesquels ledit fonds est exploité,
- d) La licence de 8e classe attachée audit fonds ;

II - *Eléments corporels :*

Le matériel et le mobilier commercial servant à son exploitation,

Pour l'exploitation duquel "LE VENDEUR" est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE (Tahiti) sous le n° 14208 A.

Prix : Cinq millions cinq cent mille francs (5.500.000 F CFP).

Prise de possession le 2 avril 1990.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, à PAPEETE, 60 rue Dumont-d'Urville, en l'office notarial E. LEQUERRE et C. VANHAECKE.

Ledit acte enregistré à PAPEETE, le 5 avril 1990, folio 76, bordereau 2010/1.

Pour premier avis.

Société Civile Professionnelle
"E. LEQUERRE et C. VANHAECKE"
Titulaire d'un Office Notarial
à PAPEETE, 60 rue Dumont-d'Urville

Suivant acte reçu aux minutes de la Société Civile Professionnelle E. LEQUERRE et C. VANHAECKE, à PAPEETE, les 2 et 5 avril 1990,

La Société BERTONI PIRIOU et Cie, Société en nom collectif au capital de 2.200.000 F ayant son siège social à PAPEETE, 306 rue du Général-de-Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE sous le n° 743-B,

A VENDU A :

M. ROCHACHER Bruno Henri Claude et Mme VILE Brigitte Fernande, son épouse, demeurant ensemble à B.P. 6480 FAAA,

Un fonds de commerce de PARFUMERIE, CADEAUX, LIBRAIRIE, PAPETERIE, TABAC, sis et exploité à FAAA, P.K. 5 côté mer, dans le Centre Commercial FANOMAI, connu sous le nom commercial "PARFUMERIE ET CADEAUX",

Ledit fonds comprenant :

I - *Eléments incorporels* :

- La clientèle et l'achalandage y attaché,
- L'enseigne et le nom commercial,
- Le droit au bail des locaux dans lesquels ledit fonds est exploité ;

II - *Eléments corporels* :

Le mobilier et matériel commercial et les marchandises en magasin,

Pour l'exploitation duquel "LE VENDEUR" est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE (Tahiti) sous le n° 743-B.

Prix : Six millions trente-huit mille deux cent quatre-vingt-deux francs (6.038.282 F CFP).

Prise de possession le 5 avril 1990.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, à PAPEETE,

rue Dumont-d'Urville, en l'Etude de la S.C.P. E. LEQUERRE et C. VANHAECKE où domicile a été élu.

Ledit acte enregistré à PAPEETE, le 6 avril 1990, folio 77, bordereau 2016/6.

Pour premier avis.

Etude de "Jean SOLARI et Bernard BRUGGMANN"
notaires associés à PAPEETE

Suivant acte demeuré au rang des minutes de l'Office Notarial "Jean SOLARI et Bernard BRUGGMANN" à PAPEETE, le 4 avril 1990, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination	: "HERENUI ITI".
Forme	: Société Civile.
Capital social	: 100.000 Frs CP, divisé en 100 parts de 1.000 Frs CP chacune.
Siège social	: PUNAAUIA, Lotissement Taapuna lot 37.
Objet social	: L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts, droits mobiliers et immobiliers. La prise de participation directe ou indirecte dans toutes opérations ou entreprises, par voie de création de sociétés, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes, ou encore par voie d'achat de titres ou autrement.
Durée	: 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Montant total des apports en numéraire : 100.000 Frs CP.

Gérant : M. Georges TRAMINI, ingénieur, demeurant à PUNAAUIA, Taapuna.
Nommé sans limitation de durée.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants, descendants.
Toutes autres cessions de parts sont soumises à l'agrément de la société.

R.C.S. : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal de commerce de PAPEETE.

Pour avis,

Maître Bernard BRUGGMANN.

Etude de "Jean SOLARI et Bernard BRUGGMANN"
notaires associés à PAPEETE

Suivant acte demeuré au rang des minutes de l'Office Notarial "Jean SOLARI et Bernard BRUGGMANN" à PAPEETE, le 4 avril 1990, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Dénomination** : "RA'INUT".
- Forme** : Société Civile.
- Capital social** : 100.000 Frs CP, divisé en 100 parts de 1.000 Frs CP chacune.
- Siège social** : PIRAE, VETEA II, lot 143.
- Objet social** : L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts, droits mobiliers et immobiliers.
La prise de participation directe ou indirecte dans toutes opérations ou entreprises, par voie de création de sociétés, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes, ou encore par voie d'achat de titres ou autrement.
- Durée** : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
- Montant total des apports en numéraire** : 100.000 Frs CP.
- Gérant** : M. Patrick PERRET-GENTIL, assureur, demeurant à PIRAE, VETEA II.
Nommé sans limitation de durée.
- Cession de parts** : Les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants, descendants.
Toutes autres cessions de parts sont soumises à l'agrément de la société.
- R.C.S.** : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal de commerce de PAPEETE.

Pour avis,
Maître Bernard BRUGGMANN.

Assemblée générale
de la S.A.R.L. Editions Avant et Après

Réunie le 12 mars 1990, l'assemblée générale adopte à l'unanimité les résolutions suivantes :

— Monsieur Jean-Pierre Zingg, demeurant à Boury-en-Vexin (Oise), est nommé cogérant à partir du 1er janvier 1990 ;

— Le siège de la société est transféré à Papeari, P.K. 51, à compter du 1er janvier 1990.

Pour avis,
Le gérant,
Gilles ARTUR.

Office Notarial "Jean SOLARI et Bernard BRUGGMANN"
notaires associés à PAPEETE.

AVIS DE CONSTITUTION

I - AVIS est donné de la constitution d'une Société en Nom Collectif, dont les statuts ont été établis par Me Bernard BRUGGMANN, notaire associé, à PAPEETE les 4 et 9 avril 1990, et dont les caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION SOCIALE : "P D G".

FORME : Société en Nom Collectif.

CAPITAL SOCIAL : Le capital social s'élève à la somme totale de 120.000 FCP, il est divisé en 60 parts de 2.000 FCP chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire.

SIEGE SOCIAL : PUNAAUIA, Lotissement Taapuna n° 37.

OBJET : La société a pour objet :

- La prestation de services en matière de gestion et d'informatique, le tout sous quelque forme que ce soit.

DUREE : 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce.

ASSOCIES EN NOM :

- M. Denis GARREAU, conseil et expert financier, demeurant à AIX-LES-BAINS (Savoie), 7 rue de Chambéry ;
- M. Georges TRAMINI, ingénieur, demeurant à PUNAAUIA, Lotissement Taapuna n° 37 ;
- M. Patrick PERRET-GENTIL, assureur, demeurant à PIRAE, Lotissement VETEA II, lot 143.

II - GERANCE

Aux termes des statuts, les associés ont nommé comme premier gérant de la société, pour une durée non limitée,
— M. Georges Tramini, susnommé,
lequel a accepté ses fonctions.

III - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

La société sera immatriculée au Greffe du Tribunal Mixte de Commerce de PAPEETE.

Pour avis,
Me Bernard BRUGGMANN,
notaire associé.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION "FAA HOTU FENUA"

Extraits de statuts

Il est formé, entre tous les adhérents aux présents statuts, une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901 et les lois subséquentes.

L'Association prend la dénomination suivante : ASSO-CIATION "FAA HOTU FENUA".

Elle a pour but :

- de protéger les agriculteurs et la terre ;
- de protéger les pêcheurs et la mer ;
- de protéger les éleveurs et la terre ;
- de trouver des marchés local et extérieur pour leurs produits avec l'aide du gouvernement ;
- de créer des emplois pour nos jeunes avec la mise en place des lotissements agricoles, usines de transformation : légumes, fruits, poisson, viande avec l'aide du gouvernement ;
- de lutter contre tout ce qui est néfaste pour l'avenir de nos jeunes.

Le siège de l'Association est fixé à Arue au domicile de M. LEY Paul, P.K. 4,9 côté montagne, ARUE.

Il pourra, à toute époque, être transféré et en tout lieu par simple décision du bureau.

La durée de l'Association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEY Paul
Vice-président	: TORII Sabin
Secrétaire	: TORII Tepoe
Secrétaire adjointe	: LEY Léone
Trésorier	: TEMAURI Thierry
Trésorier adjoint	: TORII Gaston
Assesseurs	: TORII Pati
	TERIIHARUA Vehiatua
	TORII Ahuura

Récépissé n° 90-712 MUR/AA du 10 avril 1990.

AERO-CLUB DES ILES SOUS-LE-VENT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: HIGGINS Charles
Président d'honneur	: LARRUY Paul
Vice-président	: JUVENTIN Guy
Secrétaire	: MULLET Daniel
Secrétaire adjoint	: ISCHER William
Trésorier	: ANDING André
Trésorier adjoint	: LEININGER Patrick

"FEDERATION TAHITIENNE DE KUNG-FU"

Extraits de statuts

L'Association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter de ce jour la dénomination de FEDERATION TAHITIENNE DE KUNG-FU.

Elle fédère les associations qui adhèrent à ses statuts et assurent à leurs adhérents la pratique du Kung-Fu dans le cadre associatif, dépourvu de tout objectif à caractère commercial ou lucratif.

Elle s'interdit toute discussion à caractère politique, religieux, professionnel ou syndical.

Le siège de la Fédération tahitienne de Kung-Fu est fixé à Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité fédéral.

La durée de la Fédération tahitienne de Kung-Fu est illimitée.

La Fédération tahitienne de Kung-Fu a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération internationale de Kung-Fu Wu Tao, d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du Kung-Fu sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, de créer les liens structurels, administratifs et moraux entre elle-même, ses ligues, ses districts, ses clubs, d'entretenir tous rapports avec la Fédération internationale de Kung-Fu Wu Tao, la Fédération française de Kung-Fu Wu Tao et tous autres groupements affiliés ou reconnus par ces dernières, et enfin avec les pouvoirs publics.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: HUNTER Pierre
	MOOROA Eric
	HOWELL Patrick
	TETARIA Charles
	TEMAURI Thierry
Président	: TEUMURE Fabien Teunoarii
1er vice-président	: PAIE Eric
2e vice-président	: LAUFATTE Simon
3e vice-président	: ROBSON Alain
4e vice-président	: PANG Gaston
Secrétaire générale	: DARROUZES Augustine
1ère secrétaire adjointe	: FAANA Monique
2ème secrétaire adjointe	: TONG SANG Anonda
Trésorier général	: TEMAURI Benjamin
1er trésorier adjoint	: TEI Vincent
2e trésorier adjoint	: PATU Imaël
3e trésorier adjoint	: HAZLEHUST Francis
Assesseurs	: JONC Rose
	MAKER Danny

Récépissé n° 90-686 MUR/AA du 6 avril 1990.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVE
DE L'ECOLE PUBLIQUE DE VAITOARE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TEHIHIRA Matau
Vice-président	: AUTAI Edmond
Secrétaire	: MIHURAA Tehihio
Secrétaire adjoint	: TAUMI Tara
Trésorier	: VAIHO Pierre
Trésorier adjoint	: TEHEI Teave
Membres du bureau	: TEROROHAEPA Vane TAEREA Mana VAIHO Célestine VAIHO Linda RAI Louis

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE TIARAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: RUSSELL Elsa
Secrétaire	: DE GAILLANDE Jacqueline
Trésorière	: LEMAIRE Ghislaine

**ASSOCIATION ARTISANALE
TEVAHINE FANGUTAKU ARIKI**

Rectificatif

L'annonce concernant l'Association artisanale TEVAHINE FANGUTAKU parue au J.O.P.F. du 15 mars 1990 est modifiée comme suit :

Au lieu de : Association artisanale TEVAHINE FANGUTAKU,

Lire : Association artisanale TEVAHINE FANGUTAKU ARIKI.

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE PRIMAIRE MARAA-PAEA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: NORDMAN Alice
Secrétaire	: SCHATT Marianne
Secrétaire adjointe	: CHAMPS Noéline
Trésorière	: TAHIATA Eliane
Trésorière adjointe	: TOOFA Doris
Membres	: CLARK Turu TERIPAIA France TUMATAAROA Marcelino SARCIAUX Irène OPETA Marina TSING Alexandre TSING Noéline SHAN Rebecca FROGIER Jean-Marc

COMITE DU TOURISME DE TAHAA

**RENOUVELLEMENT
DU BUREAU DIRECTEUR :**

Président	: EBBS Rooverta
1er vice-président	: EHU Rollon
2e vice-président	: ATGER Tavaeura
Secrétaire	: MOUPHAS Robert
Secrétaire adjoint	: DOOM Robert
Trésorier	: TAUIRA Antoine
Trésorier adjoint	: TEMATAUA François

**ASSOCIATION
"LES ETOILES DU BONHEUR"**

Extraits de statuts

L'Association dite "LES ETOILES DU BONHEUR" a été fondée le 1er mars 1990.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Papeete à l'église adventiste de Fautaua.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HAOA Tetu
Vice-président	: MARA Mato
Secrétaire	: ANAHOA Elisa
Secrétaire adjoint	: MAIHOTA Guy
Trésorière	: HAOA Rosita
Trésorier adjoint	: ANAHOA Teraiamano
Contrôleur	: FARARU Tamu

Récépissé n° 90-684 MUR/AA du 6 avril 1990.

ASSOCIATION "TAMARII RAIVAVAE"

Création de sections :

L'Association "TAMARII RAIVAVAE" est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à RAIVAVAE. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le Comité Directeur.

Sa durée est illimitée.

- 1°) L'Association a pour but de promouvoir l'agriculture, la pêche amateur et professionnelle et toute activité aquacole et maritime, l'artisanat et la danse moderne, classique et folklorique ;
- 2°) Elle peut étendre son action dans les domaines concernant la formation des jeunes dans différentes branches et secteurs décidés par le comité directeur ;
- 3°) Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TIARII Arthur
Vice-présidents	: TIARII Teriivaea TEEHU Turiata TEATAOTERANI Abela TUMARAE Frédéric
Secrétaire général	: FLORES Pascal
Secrétaire général adjoint	: TIARII René
Trésorier général	: FLORES Pascal
Trésorier général adjoint	: TEIPOARII Tehoi

Présidents de sections :

Agriculture-Elevage	: TIARII Teriivaea
Pêche	: TEEHU Turiata
Artisanat	: TEATAOTERANI Abela
Art-Folklore traditionnel	: TUMARAE Frédéric

ASSOCIATION ARTISANALE
"TIARE TARONA"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TEHEURA Terii
Présidente	: REUPENA Hutia
Vice-présidente	: TANETOA Eliane
Secrétaire	: AIHO Esther
Secrétaire adjointe	: TEIHO Ela
Trésorière	: TUARAE Vahine
Trésorière adjointe	: PUNUAITUA Henriette

ASSOCIATION ARTISANALE
"PU TAPEHAA PITI"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: MARAKAI Edouard
Présidente	: RAAUIRI Victorine
Vice-présidente	: TEIHOTAATA Antonina
Secrétaire	: TERIINOHO Florette
Secrétaire adjointe	: MARAKAI Ninette
Trésorière	: IEREMIA Félicie
Trésorière adjointe	: YEON Teioa
Membres	: ROOITI Joseph MARAKAI Repeta

SYNDICAT "TE HOTU FENUA NO PUEU"**Extraits de statuts**

Il est formé entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts un Syndicat régi par la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 et les textes subséquents.

Ce Syndicat prend le nom de SYNDICAT "TE HOTU FENUA NO PUEU".

Il est formé valablement à dater du jour de dépôt légal de ses statuts. Il est constitué pour une durée illimitée. Son siège social

est installé à Pucu, P.K. 8,500 côté mer, chez M. TANEHOARAI Octave, téléphone 57.25.29.

Le Syndicat a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des agriculteurs :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la consommation de la production locale ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection phytosanitaire du patrimoine agricole ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en créant des institutions d'assistance mutuelle et de prévoyance ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEURA Vero
Président	: ROIRO Félix
Vice-président	: TIAHAU Frédéric
Secrétaire	: TEHAHETUA Eléonora
Secrétaire adjoint	: TENIARAHII Mina
Trésorier	: TAUTU Tetuanui
Trésorier adjoint	: TEMAURI Heimata
Assesseurs	: TEOTAHII Ranito TERAITETIA Poura

Récépissé n° 251 IT du 17 avril 1990 de l'inspection du travail.

COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président d'honneur	: TAU Anapa (père)
---------------------	--------------------

Conseil d'administration :

Président-gérant	: CERAN-JERUSALEM J.-B. Heitarauri
Secrétaire	: VAN BASTOLAER Irma épouse ROYER
Membres	: BODIN Christian TEUIRA Tavita TUMAHAI Rudolphe TEHAAMATAI Hanny TAU Anapa (fils) TOOFA Georges CERAN-JERUSALEM Théodore

Commission de contrôle :

Président	: TEIHO Haapa Narii
Membres titulaires	: TEREOPA Rania Tereva TUITETE Tavac
Membres suppléants	: RAIE Louise épse TEURUARI A PAI TEREHU Vairua FREBAULT J.-B. Emile TURINA Arohi TARUOURA Taniia

BANQUE DE TAHITI

S.A. au capital de 600.000.000 F CFP
 R.C. PAPEETE 275 B - LBFOM N° 6
 Siège social : rue François-Cardella, PAPEETE - TAHITI

Situation globale publiable MOD. 3040
 au 31 mars 1989 en milliers de F CFP

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Caisse, instituts d'émission, Trésor public, comptes courants postaux.	1.377.200	Instituts d'émission, Trésor public, comptes courants postaux.	
Etablissements de crédit et institutions financières :		Etablissements de crédit et institutions financières :	
. Comptes ordinaires.	1.481.641	. Comptes ordinaires.	117.974
. Prêts et comptes à terme.	6.816.360	. Emprunts et comptes à terme.	
Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées ferme.		Valeurs données en pension ou vendues ferme.	1.790.809
Crédits à la clientèle :		Comptes créditeurs de la clientèle :	
. Créances commerciales.	363.317	- Sociétés et entrepreneurs individuels :	
. Autres crédits à court terme.	2.473.659	. Comptes ordinaires.	3.277.814
. Crédits à moyen terme.	8.352.038	. Comptes à terme.	3.121.981
. Crédits à long terme.	5.910.243	- Particuliers :	
Comptes débiteurs de la clientèle.	4.962.401	. Comptes ordinaires.	2.638.402
Chèques et effets à l'encaissement.	799.554	. Comptes à terme.	9.547.542
Comptes de régularisation et divers.	384.854	- Divers :	
Opérations sur titres. Comptes ordinaires.	503.488
Titres de placement.	668.019	. Comptes à terme.	378.110
Titres de participation, de filiales et prêts participatifs.	81.995	Comptes d'épargne à régime spécial.	4.794.081
Immobilisations.	691.141	Bons de caisse et certificats de dépôt.	4.799.839
Opérations de crédit-bail.		Comptes exigibles après encaissement.	538.025
Actionnaires ou associés.		Comptes de régularisation, provisions et divers.	1.364.508
Report à nouveau.		Opérations sur titres.	-
		Obligations, emprunts et titres participatifs.	-
		Réserves.	775.000
		Capital.	600.000
		Report à nouveau.	114.849
TOTAL.	34.362.422	TOTAL.	34.362.422
HORS - BILAN			
- Cautions, avals, autres garanties d'ordre d'Ets de crédit et d'institutions financières.	79.948	Certifié conforme : Gérard Muller, Membre du Directoire.	
- Cautions, avals, autres garanties reçus d'Ets de crédit et d'institutions financières.	62.389		
- Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle.	986.558		
- Cautions, avals, obligations cautionnées, autres garanties d'ordre de la clientèle.	2.632.389		
- Acceptations à payer et divers.	473.686		

ASSOCIATION S.O.S. VAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	:	DEGAGE Irène
1ère vice-présidente	:	SERRE Nora
2e vice-présidente	:	SARCIAUX Eliza
Secrétaire	:	Dr ROBERT J.-F.
Secrétaire adjoint	:	Dr BENOIT Henri
Trésorière	:	CHECHILLOT Ginette
Trésorière adjointe	:	SALMON Annick
Assesseurs	:	HOWELL Patrick
		DE CHAZEAX Michèle
		HALLAIS Eliane
		GERAULT Alain

ASSOCIATION CULTURELLE I.F.R.E.M.E.R.

Anciennement dénommée C.N.E.X.O.

Changement de dénomination :

Une réunion du bureau de l'Association Culturelle du C.N.E.X.O. s'est tenue le 7 mars 1990 au Centre Océanologique du Pacifique à Vairao.

Au cours de cette réunion, il a été décidé de changer le nom de l'association :

Ancien nom : Association Culturelle du Centre National pour l'Exploitation des Océans - Centre Océanologique du Pacifique (A.C. C.N.E.X.O.).

Nouveau nom : Association Culturelle I.F.R.E.M.E.R.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(liste non limitative)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(16 septembre 1987 — 15 septembre 1988)

Prix : 1960 francs

CONVENTION COLLECTIVE

DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES

DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Réédition 1989

Prix : 550 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 18 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 144 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 180 francs

RECUEIL DE TEXTES

CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

T A R I F

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc..., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Polynésie Française	FRANCE et TOM		ÉTRANGER		ANNONCES et AVIS
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Numéro.	180	216	243	237	324	Annonces judiciaires, commerciales diverses : - la ligne. 180 frs - les mêmes renouvelées .. 72 frs
Abonnement 6 mois.	2.160	2.592	3.240	2.808	3.888	
Abonnement 1 an.	3.960	4.824	6.120	5.400	7.416	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc.. - la ligne. 129 frs